

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Où sont vos Arguments ? (Flory). — Critique des déclarations et rapports faits par Marcel Cachin et Frossard devant l'Internationale Communiste (Varine). — La Social-Démocratie indépendante et la Dictature du Proletariat (Kurt Geier). — Le Congrès de la 3^e Internationale (L. Trotsky).

A tous les membres du P. S. français; A tous les prolétaires conscients de France (G. Zinoviev, N. Lénine, G. M. Serrati, A. Rosmer, Paul Lévi). — La Dictature du Proletariat (L. Kamenev). — Lénine (Maxime Gorki). — Lettre de Russie (Jacques Sadoul). — Documents divers.

Où sont vos Arguments ?

Le groupement des forces révolutionnaires communistes, marqué par le rapprochement inévitable et l'étroite collaboration des éléments socialistes et syndicalistes acquis à la 3^e Internationale, provoque la plus grande inquiétude et un visible désarroi dans le camp réformiste. Le parlement confédéral sait bien que la supériorité des moyens de propagande dont il dispose encore, grâce à l'appui de la bourgeoisie, aux coups portés à l'opposition révolutionnaire par le patronat et le pouvoir à ses ordres, à la campagne de toute la presse capitaliste contre l'extrémisme à laquelle il fait chorus et dont il bénéficie, au prestige que lui donne auprès des hésitants des timorés qui cherchent leur voie, la possession du pouvoir syndical, vont lui assurer à Orléans une majorité plus ou moins forte.

Mais il sent passer sur sa tête le vent de la défaite et ce ne sont pas ses manifestations de colère et de dépit qui le sauveront. Jamais la menace n'a triomphé d'une argumentation solide, et cela fortifie notre confiance et nos espoirs de constater qu'à nos arguments les contre-révolutionnaires de la C. G. T. n'ont pu opposer jusqu'ici que menaces, doléances et arguties de circonstance.

Parce que le Parti socialiste manifeste sa volonté de devenir vraiment socialiste, parce que l'*Humanité* échappe de plus en plus à la pesante tutelle du Comité confédéral, voici qu'on essaie de dresser contre la 3^e Internationale les syndiqués membres du Parti en leur faisant croire que le syndicalisme est autonome dans l'organisation jaune d'Amsterdam,

et qu'il est réduit en servitude dans l'Internationale de Moscou; voici que Dumoulin dénonce l'organe du Parti et écrit qu'il est devenu « un organe d'injures contre les militants de la classe ouvrière ». Il se demande si le journal a « le droit de déchoir à ce point et de descendre à ce niveau ». L'*Humanité* aux ordres d'Albert Thomas et de Jouhaux, aux mains des « délégués de la bourgeoisie dans la classe ouvrière », l'*Humanité* au service de la dernière des guerres, de la victoire de la Justice et du Droit, l'*Humanité* des ministres des obus et du charbon prêchant en de retentissants discours la Sainte Alliance des exploités avec leurs exploités... était évidemment aux yeux de Dumoulin un fort honnête journal. Mais l'*Humanité* évoluant sous l'impulsion des éléments révolutionnaires du Parti jusqu'à menacer de devenir vraiment un journal prolétarien, voilà qui apparaît aux soutiens de la démocratie bourgeoise comme un scandale intolérable.

Depuis que Dumoulin est passé à la contre-révolution, il a oublié que ce qui fait déchoir un journal ouvrier, ce qui le discrédite dans l'esprit des militants honnêtes, ce qui lui fait perdre la confiance des prolétaires qui entendent y trouver chaque jour l'expression claire de leur pensée, de leurs aspirations, de leurs désirs et de leurs espoirs, ce ne sont pas les articles sans fard, dépouillés d'artifices et impitoyable aux soutiens conscients ou aveugles de la bourgeoisie capitaliste, que l'*Humanité* publie aujourd'hui sous la signature de quelques communistes. ce sont les tractations lou-

ches que la masse devine avant de les connaître, celles qui laissent à l'organe un pied dans la classe ouvrière et l'autre dans la classe bourgeoise, celles qui se traduisent par une évolution habile, parfois difficilement saisissable pour le lecteur, par des articles où le poison de la trahison est lentement et prudemment distillé ; ce sont les basses manœuvres du genre de celles qui ont fait de la *Bataille Syndicaliste* pauvre, mais libre, la *Bataille* tout court subitement riche, mais serve.

Le Parti socialiste, en orientant aujourd'hui son journal dans la voie communiste et révolutionnaire en attendant que le prochain Congrès lui assure en ce sens l'unité de vues indispensable, non seulement exerce un droit, mais remplit un haut devoir.

Qu'on ne feigne pas de s'y méprendre, ce n'est pas contre la C. G. T. que nous entendons agir, mais contre la politique que lui imposent quelques dizaines de fonctionnaires confédéraux, champions d'un réformisme trompeur, qui n'ont pas hésité en pleine guerre à transformer ses statuts pour se retrancher plus fortement à sa tête. C'est contre eux, en tant que représentants d'une doctrine et d'une tactique dont le régime capitaliste est le seul bénéficiaire, que nous menons et que nous mènerons la lutte à l'intérieur de nos syndicats et en plein accord avec les fractions révolutionnaires des autres organisations prolétaires.

Contre cette action, on récrimine, on menace, on déclare que nous allons trouver à qui parler, on affirme et on ergote pour expliquer que la dictature du prolétariat est une « vessie » qu'on est bien décidé à ne pas prendre pour une lanterne, mais on se garde bien de répondre à nos questions, d'aborder la discussion des problèmes posés devant la conscience ouvrière. On claironne à tous les échos qu'on n'acceptera pas que des « entrepreneurs de démolition » fassent prévaloir dans la C. G. T. des méthodes et des systèmes « que le syndicalisme n'admet pas », mais on glisse prudemment sur les méthodes et les systèmes que le syndicalisme selon Jouhaux admet pour réaliser la fameuse révolution économique en négligeant dédaigneusement la prise du pouvoir politique par le prolétariat.

Qu'est-ce que cette révolution politique, si totalement étrangère à l'économie, que le petit Parlement de la rue Grange-aux-Belles autorise les communistes à faire à leur gré en se réservant le droit de lui témoigner sa bienveillance, sa neutralité ou son hostilité ?

Qu'est-ce que cette révolution économique qu'on prétend réaliser dans un superbe mépris des formes et de la puissance de l'Etat, dans un désintéressement absolu des grands problèmes politico-économiques dont la solution fixera

l'histoire du monde pendant une longue période ?

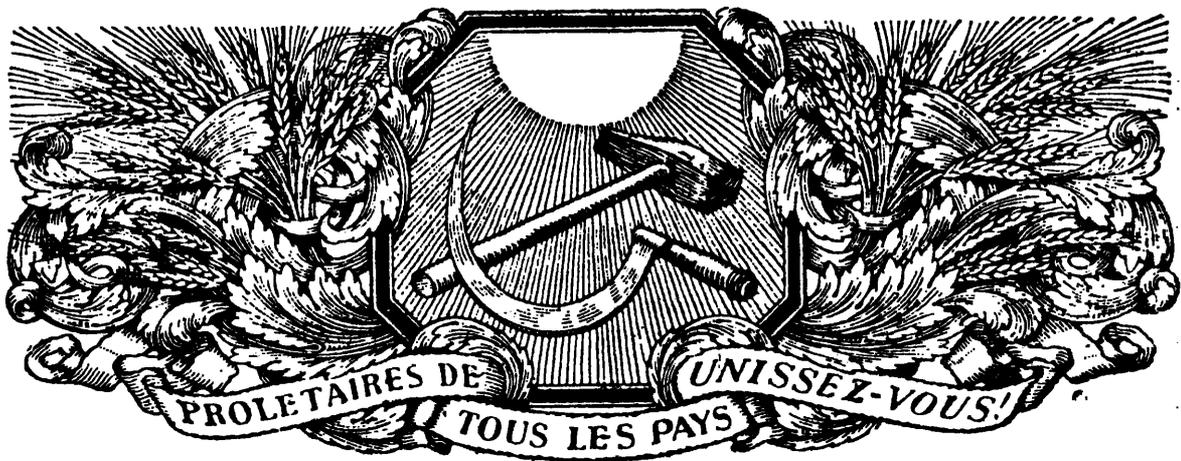
Voilà ce qu'on ne dit pas. On joue adroitement du discrédit jeté sur la politique par les bas politiciens de tous les partis, et, parce que la politique des Etats capitalistes est celle d'une classe corrompue, on en conclut que la classe ouvrière peut faire ses petites affaires en abandonnant à d'autres le soin de trancher les questions politiques et de déterminer la structure politique de la société.

Une pareille conception de l'autonomie syndicale est une trahison des intérêts du prolétariat. Elle est de plus une imposture lorsqu'elle est formulée par ceux-là mêmes qui ont lié tout au long de la guerre leur action à celles de politiciens avérés qui n'appartenaient même pas tous au Parti socialiste.

Vouloir transformer la société en isolant la politique de l'économie, c'est pure aberration quand ce n'est pas un moyen d'assurer le succès d'une politique.

Le syndicalisme réformiste essaie de justifier sa neutralité à l'égard de la politique et de l'organisation politique de la société, en disant que sa méthode est l'action directe sur le patronat. Pauvre argument, qui ne résiste pas à cinq minutes d'examen. Il n'y a pas d'action directe ouvrière de quelque envergure qui ait un caractère exclusivement économique. La simple grève pour une augmentation de salaire ou une amélioration des conditions de travail des salariés, prolonge ses conséquences dans le domaine politique, car la structure sociale entière est déterminée par la production. Non seulement l'organisation et l'action ouvrières ont pour corollaire inévitable l'organisation et l'action correspondantes de la classe bourgeoise, mais amènent cette classe à codifier politiquement les mesures qu'elle prend pour sa défense. L'Etat est une organisation de classe qui sert uniquement les intérêts de la classe dont il est le représentant. En régime capitaliste, on ne s'attaque pas au patronat sans s'attaquer à l'Etat bourgeois et sans que celui-ci intervienne. La classe ouvrière se méfierait de cruelles désillusions si elle méconnaissait que c'est au régime tout entier que ses forces révolutionnaires coordonnées doivent livrer l'assaut et non à certaines expressions de ce régime, si le syndicalisme, sous prétexte d'autonomie, s'abîmait dans une distinction factice entre la politique et l'économie. Oui, le salariat doit poursuivre inlassablement la disparition du patronat, mais il doit bien se convaincre qu'il ne l'atteindra qu'après avoir passé sur le corps de l'Etat bourgeois et qu'il n'en triomphera qu'après s'être emparé intégralement du pouvoir politique.

FLORY.



Critique des Déclarations et Rapports faits par Marcel Cachin et Frossard devant l'Internationale Communiste

Un numéro spécial de l'*Humanité*, (12 septembre), a publié le rapport de Frossard sur la mission qu'il a remplie en Russie en compagnie de Marcel Cachin. Ce rapport contient les déclarations faites par Frossard et Cachin devant le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, et l'*Appel* du Congrès communiste International aux membres du Parti Socialiste français. La discussion de ces documents est ouverte et c'est le devoir de tous les militants d'y participer en s'efforçant de clarifier le débat par la franchise et la précision.

Notre attitude à l'égard de Frossard et de Cachin et de la fraction qu'ils représentaient à leur départ pour Moscou, est bien connue. Nous avons critiqué sans ménagements les reconSTRUCTEURS, et leur politique à nos yeux contraire aux intérêts du prolétariat et de la révolution. Nous leur avons opposé le programme communiste qui répond pleinement aux conjonctures économique-politiques actuelles, génératrices de l'ascension de la classe exploitée au pouvoir. Nous avons salué avec satisfaction au retour des deux missionnaires, leur adhésion à l'Internationale Communiste, présage de la victoire de la fraction communiste au sein du Parti Socialiste. Mais notre collaboration actuelle ne saurait impliquer une approbation de la politique de la majorité du Parti, que nous avons toujours dénoncée comme réformiste et opportuniste.

Or, en accusant réception de l'*Appel* de l'Internationale Communiste au Parti français, Frossard et Cachin écrivaient : « *En ce qui nous concerne, il nous est impossible de ne pas formuler nos réserves sur sa forme et sur*

le fond de plusieurs des jugements qu'il contient. » A notre tour, en ce qui nous concerne, il nous est impossible de ne pas déclarer que nous repoussons toutes réserves car les critiques exprimées par l'Internationale Communiste nous semblent parfaitement fondées et justifiées. Aucune n'est superflue, toutes sont nécessaires, et sans critique impitoyable du passé et du présent, il ne serait pas possible de préparer un meilleur avenir.

Il suffit de lire les déclarations et rapports de Frossard et de Cachin pour se convaincre de l'utilité d'une analyse critique de ces documents. Leurs assertions révèlent une optique spéciale, dont nous espérons les voir se débarrasser, et comme il n'est pas de meilleur moyen pour s'entendre que de s'expliquer, nous pensons qu'il n'y a pas un moment à perdre pour donner notre part d'explications. Ainsi sera vérifiée la justesse du point de vue de l'Internationale Communiste sur l'action du Parti français et confirmée la nécessité d'une transformation radicale de ce Parti, suivant les indications contenues dans l'*Appel* de la 3^e Internationale.

Cachin, sur l'opposition du Parti à la guerre contre la Russie, écrit : « *Tout ce que l'on a pu faire de ce côté a été fait* ». Cela n'est pas notre avis : le Parti n'a pas fait la centième partie de ce qu'il pouvait et devait faire. Sa campagne, entreprise sous la pression de l'aile gauche, a été molle, inconstante, menée sans énergie, presque sans conviction. On n'y percevait pas l'accent répondant à la rage contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. Comparée à la protestation de 1913 contre la loi militaire

des trois ans, la campagne pour la paix avec la Russie a été insignifiante. Cela tient à l'hostilité avouée ou sourde d'une fraction du Parti à l'égard des bolcheviks ; contrainte d'adopter un pacifisme humanitaire et petit-bourgeois qui n'est d'ailleurs pas l'apanage de socialistes, cette fraction ne voulait à aucun prix d'une véritable solidarité avec la révolution bolchevique et prétextait toujours du « manque d'informations ». Non, le Parti n'a pas fait son devoir.

Quand Cachin a dit : « *Mais nos journaux socialistes, obéissant à leur devoir, se sont chargés de votre défense* », il a exagéré. « Nos journaux » ont eu et ont encore une attitude pitoyable ; nous savons le peu qu'ils ont fait, et nous savons aussi tout ce qu'ils auraient pu faire et qu'ils n'ont pas fait, qu'ils ne font pas.

Quand Cachin a dit : « *Depuis 1917, notre groupe parlementaire a fait 13 interpellations à la Chambre sur les questions russes* », ce n'était là qu'une minuscule partie de la vérité. En fait, 10 de ces interpellations sur 13 ont été purement académiques, dépourvues d'esprit socialiste et révolutionnaire. Des députés bourgeois ayant quelque peu d'honnêteté et ayant conservé quelque souvenir des principes de 89 tenaient le même langage que les interpellateurs socialistes. Peut-on considérer comme une interpellation socialiste, par exemple, un discours de Renaudel, où celui-ci affirmait, dans le silence approbateur du groupe socialiste parlementaire : « Il n'y a pas ici un seul député qui approuve les bolcheviks » ?

Pour le rapatriement et l'amélioration du sort des prisonniers russes en France, mêmes observations. Le Parti a laissé aux initiatives privées le soin d'intervenir en faveur de ces malheureux. Les journaux du Parti, qui se flattent d'avoir été remerciés par les prisonniers russes, n'ont pourtant pas su faire une véritable campagne, propre à émouvoir l'opinion. Nous pourrions citer mille faits prouvant l'indifférence coupable des dirigeants socialistes à cet égard, si nous en avions le loisir.

Quant au boycott des transports de troupes et de munitions dirigés contre la Russie, il est évident que ses résultats correspondent à l'intensité de la propagande entreprise à cet effet. Or, cette propagande a été insuffisante, indigne d'organisations qui se prétendent révolutionnaires. Une résolution votée à un Congrès ne prouve rien. Si l'on n'a pas travaillé à éveiller l'esprit de classe, à fortifier la solidarité de classe, à stimuler l'ardeur combattive du prolétariat, la résolution reste lettre morte. C'est ce qui s'est passé, et c'est ce qui interdit de dire que la C. G. T. et le Parti ont fait leur devoir, en adoptant une motion de Congrès.

Cette démonstration vaut pour l'affaire du 21 juillet. La C. G. T. (c'est-à-dire sa bureau-

cratie dirigeante) a reculé devant la perspective d'un mouvement insuffisant ? Mais il est trop facile de rejeter la responsabilité sur les masses quand elle incombe en réalité aux chefs. Ceux-ci pouvaient-ils prétendre à donner un mot d'ordre qui soit entendu, alors qu'ils n'avaient pas préparé les esprits pour l'éventualité envisagée ? Qu'ont-ils fait, pour préparer la classe ouvrière à l'action ? Rien. Au contraire, ils ont tout fait pour perdre la confiance des masses. Chaque année, le chômage du 1^{er} mai est précédé d'une semaine ou d'une quinzaine de propagande intense de réunions, de tracts, d'affiches. La démonstration du 21 juillet n'a été précédée de rien de tel. Comment eût-elle pu réussir ? Qu'on se rappelle le texte des deux manifestes lancés par la C. G. T. au sujet de la grève de 24 heures : le premier, qui appelait les ouvriers à quitter le travail, était mou, terne, sans chaleur, et comme écrit par contrainte ; le second, qui invitait les ouvriers à rester à l'ouvrage, était vigoureux, enflammé. Toute l'histoire de ce mouvement avorté pourrait se résumer dans cette constatation.

Cachin a tenté de justifier les dirigeants syndicaux en disant : « *Cette question fut examinée à une assemblée générale de tous les syndicats français le 21 juillet et l'assemblée, après mûre délibération, vota à une majorité écrasante la confiance au bureau de la C. G. T.* » Or, cette soi-disant assemblée générale des syndicats n'était que la réunion des fonctionnaires syndicaux, secrétaires de fédérations et d'unions départementales, constituant le « Comité National Confédéral », nullement représentatif de l'esprit des masses. Cette justification ne justifie donc rien. Il faut se borner à remarquer que les responsables de l'échec se sont accordés à eux-mêmes un *quibus*.

En poursuivant son exposé, Cachin a voulu montrer que toutes les « tendances » se confondent dans l'action et que le Gouvernement les confond dans la répression : « *...la bourgeoisie... a inculpé 18 de nos camarades, choisis au hasard : des membres du Comité de la 3^e Internationale, des syndicalistes modérés, et des membres de diverses tendances du Parti* ». Cette affirmation ne correspond pas aux faits. Les syndicalistes modérés et les socialistes opportunistes qui furent arrêtés au hasard, comme il arrive toujours au cours d'une répression bourgeoise aveugle et désordonnée, ont été rapidement remis en liberté. Les Communistes seuls sont restés en prison, et ils y sont encore. Là aussi, l'argument de Cachin ne tient pas.

Dans le rapport de Frossard, nous trouvons nombre d'assertions de même valeur. C'est d'abord l'énoncé de la thèse « reconstructrice » dont nous avons maintes fois détruit le tissu de

sophismes, et suivant laquelle l'Internationale est un *puzzle* dont il s'agit de rassembler les morceaux. C'est ensuite la thèse de « l'autonomie syndicale » comprise de telle sorte que les socialistes devraient s'abstenir de faire leur propagande socialiste dans les rangs syndicaux, et qui identifie la C. G. T. à son oligarchie dirigeante actuelle. Nous avons souvent réfuté ce point de vue et nous ne renouvellerons pas ici notre argumentation. Sur la question des exclusions, Frossard s'exprime ainsi : « *Le Parti ne peut pas admettre, sans s'amoindrir, que l'exclusion de certains de ses membres lui soit imposée de l'extérieur.* » Nous répondons : L'Internationale Communiste ne peut pas admettre, sans se corrompre, que l'admission de certains réformistes lui soit imposée sous prétexte d'indépendance des Partis adhérents. Si le Parti ne veut pas subir de suggestions de l'extérieur, qu'il s'épure lui-même. S'il ne le fait pas — et il ne l'a pas fait jusqu'à présent — il ne mérite pas la confiance *a priori* que demandait Frossard.

Celui-ci écrit que « *le souci de la dignité de notre Parti* » lui a interdit de répondre à la question de Boukharine sur « l'attitude de trahison du Parti pendant la guerre ». Nous pensons, nous, que le souci de la dignité du Parti lui impose au contraire de reconnaître ses fautes et de répudier ses erreurs.

Dans la déclaration lue par Cachin à la séance du 29 juin, nous lisons : « *Il importe tout d'abord de reconnaître que, depuis deux années, la majorité de notre Parti a répudié en toute occasion la tactique réformiste.* » En fait, cette majorité n'a cessé de pratiquer le réformisme, qu'elle répudiait en paroles dans les congrès. Collaboration avec les réformistes de la C. G. T., collaboration avec les jaunes de la 2^e Internationale, collaboration avec les partis bourgeois à la Chambre, etc..

En réponse à la question de Trotsky : « *Quelle sera votre attitude à l'égard de la minorité syndicaliste française ?* » Frossard a répondu « *en signalant qu'il est impossible de présenter la minorité syndicaliste française comme une minorité homogène.* » Constaté cette hétérogénéité n'est pas résoudre la question. Ce n'était pas en restant dans la majorité que Frossard pouvait contribuer à unifier la minorité. Cette unification ne sera réalisée que sur la base de la doctrine communiste, hors de laquelle il n'y a pas de conception révolutionnaire logique.

Les objections faites par Cachin et Frossard à certaines conditions d'entrée dans l'Internationale Communiste doivent aussi être relevées. Passons rapidement sur le commentaire du travail du groupe socialiste au Parlement, au sujet duquel nous aurions trop à dire. Il faut reconnaître qu'il est exact que les

résolutions du Parti, pendant la grève de mai, ont été votées à l'unanimité par la Commission Administrative permanente. La fraction de la 3^e Internationale paraît avoir été désorientée à la suite des arrestations opérées. Rapport et d'autres pourraient dire quels vifs reproches leur ont été adressés quand ils eurent signé avec Renaudel les manifestes du Parti. Mais cette faute de nos représentants ne saurait justifier l'attitude de la majorité. Le *Comité de la 3^e Internationale* ne prétend pas organiser en un jour, ni même en un an, un groupe absolument homogène et discipliné ; nous souffrons de l'héritage d'un passé d'opportunisme, de nonchalance, de camaraderie corruptrice ; mais nous luttons contre cette corruption et nous nous efforçons de réaliser une véritable unité, une vraie discipline. Il ne dépend pas seulement de nous d'y parvenir.

« *La solidarité matérielle et morale* » à l'égard des emprisonnés et révoqués, dont Cachin et Frossard disent qu'elle « *ne s'est démentie à aucun moment* », en réalité n'a jamais existé. Seul, le *Journal du Peuple* a prouvé cette solidarité, le fait doit être reconnu. Mais l'*Humanité* a observé une attitude qui a fait scandale, et le scandale dure encore. Malgré de vives protestations et de pressantes démarches de camarades dont certains n'appartiennent pas au *Comité de la 3^e Internationale*, l'*Humanité* a persisté dans son indifférence envers les victimes de la répression. Les quelques articles qu'elle a publiés l'ont été comme pour se débarrasser d'une corvée. Aucune campagne sérieuse et suivie n'a été entreprise pour la libération des prisonniers.

Les portes de l'*Humanité* se sont-elles « *entr'ouvertes de mauvais gré aux Communistes français ?* » Les deux délégués disent non. Nous disons oui. Après le Congrès de Strasbourg, il a fallu un esclandre pour que les leaders désignés par l'extrême-gauche puissent exercer leur mandat. Après le 1^{er} mai se trouve une interruption de collaboration de deux mois pendant lesquels le citoyen Amédée Dunois a discuté à perte de vue avant de permettre aux représentants de la fraction communiste de donner leurs deux articles par mois, c'est-à-dire d'exercer le droit, de remplir le devoir, qu'ils tiennent d'un Congrès. Par contre, Léon Blum, Paul-Boncour, Mayéras, qui ne sont désignés par aucune fraction, avaient la faculté de bafouer le socialisme à leur aise dans le journal socialiste officiel. Et constamment, des obstacles à la collaboration, pourtant bien intermittente, des Communistes, surgissent par la volonté des sous-Renaudel qui règnent en maîtres à l'*Humanité* et se rient de l'opinion du Directeur, impuissant parce qu'il n'ose pas épurer la rédaction. Quant à la partie essentielle, au *corps* du journal, il n'y faut pas chercher

trace d'esprit communiste. D'ailleurs une rédaction qui tolère le contact de Grumbach et de Mayéras est jugée.

L'assertion suivant laquelle l'*Humanité* n'a pas inséré les documents officiels de l'Internationale Communiste parce qu'elle ne les recevait pas ne résiste pas à la discussion. Pour ne prendre qu'un exemple topique, la réponse du Comité Exécutif de Moscou au Parti Indépendant allemand a été publiée dans le *Bulletin Communiste* et l'*Humanité* ne l'a pas insérée.

Il reste la controverse sur « le cas Longuet ». Il n'y a pas de « cas Longuet ». Longuet ne peut prétendre à des ménagements particuliers sous prétexte qu'il a été calomnié et outragé par la réaction. Celle-ci calomnie et outrage souvent des gens qui ne méritent pas ses sévérités. Dira-t-on que MM. Caillaux et Malvy sont dignes d'entrer dans l'Internationale Communiste parce qu'ils ont été couverts de boue par les trublions ? Ce serait plaisanter. Longuet doit, comme tout membre du Parti, ou servir la cause communiste, ou renoncer à entrer dans l'Internationale Communiste. Nous avons nous-mêmes trop longtemps fait crédit à Longuet, eu égard à son rôle de cible des attaques réactionnaires. Jusques à quand faudrait-il attendre qu'il devienne vraiment digne des attaques dont il a été honoré ? Devons-nous aussi tolérer son rôle incohérent et brouillon, son verbiage sentimental et mélodramatique, son action trouble et confuse ? Zinoviev a déclaré : « Si le citoyen Longuet accepte de se placer sur le ter-

rain de la 3^e Internationale, nous serons heureux de l'accueillir parmi nous ». Naturellement. « S'il accepte de se placer sur le terrain, etc... ». Mais il n'accepte pas. Toute la question est là. Le « cas Longuet » est donc résolu par Longuet lui-même.

En résumé, nous n'approuvons pas les déclarations faites par Cachin et Frossard à Moscou. Nous considérons qu'elles reflètent les erreurs réformistes contre lesquelles lutte le Comité de la 3^e Internationale. Par contre, nous trouvons dans l'*Appel* du Congrès de l'Internationale Communiste aux membres du Parti français une admirable expression de notre pensée. Il suffirait de parcourir la collection du *Bulletin Communiste* pour constater que si nous n'avons pas formulé le point de vue communiste avec la même force, la même éloquence, la même dialectique irrésistible, que celles de nos camarades russes, nous avons défendu les mêmes principes, propagé les mêmes idées, soutenu la même cause, dans la mesure de nos moyens.

Il nous reste à constater que depuis leur retour en France, Cachin et Frossard ont été fidèles à leur parole donnée en Russie, qu'ils ont tenu leurs engagements, en publiant les documents à eux confiés, en préconisant dans les meetings l'adhésion à l'Internationale Communiste, l'acceptation loyale des conditions posées. Nous y voyons un gage de collaboration féconde entre eux et nous, et ce n'est pas de notre côté que la bonne volonté et la volonté pourront faire défaut dans l'avenir pour en assurer le succès.

VARINE.

La Social-Démocratie Indépendante et la Dictature du Proletariat

Le programme pratique du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne a été créé par la lutte même. Il a reflété la tendance déterminée des éléments conscients de la classe ouvrière vers une lutte révolutionnaire précoce dans ses principes et sa tactique, créant des conditions nouvelles absolument différentes de celles auxquelles nous étions habitués. Voici ce que dit ce programme sur la question fondamentale de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

« Le parti socialiste indépendant tend à la réalisation de la dictature du prolétariat, qui représente l'immense majorité du peuple, comme à une condition provisoire indispensable à la réalisation du socialisme. »

Ce programme qui joue un rôle si décisif dans les différents milieux du parti reçoit des interprétations différentes selon les différents points de vue sur la dictature du prolétariat et sur les moyens de la réaliser.

Les uns ne reconnaissent la dictature du proléta-

riat que dans le cas où elle représenterait effectivement la dictature de la majorité, autrement dit si la majorité du peuple se prononce pour cette dictature. L'adoption d'un tel point de vue équivaut à la reconnaissance du principe démocratique.

D'autres considèrent que la dictature du prolétariat n'est possible que dans le cas où elle s'appuie sur la majorité de la classe ouvrière. Les avocats de ce point de vue oublient absolument que les mouvements révolutionnaires ne se produisent jamais artificiellement — qu'ils surgissent d'en bas, lorsque la pression atteint une intensité si grande que les éléments actifs du prolétariat se trouvent irrésistiblement projetés en avant. Il est tout à fait insensé de s'imaginer qu'on peut à son gré donner le signal de la révolution juste au moment où l'on est certain d'être suivi par une majorité absolue de la classe ouvrière. Lorsque la révolution a déjà éclaté, elle ne peut être menée à bonne fin qu'au moyen de la dictature du prolétariat quand même ce ne serait au début que la

dictature d'une minorité prolétarienne. Jamais encore une majorité énorme n'a dirigé aucune révolution et ce sont toujours les résolutions pleines de détermination de la minorité qui y ont joué au contraire un rôle dominant. Ce n'est qu'au cours même du processus de la lutte révolutionnaire et seulement au moyen de la dictature, en exploitant énergiquement les victoires remportées, que l'avant-garde du prolétariat militant peut entraîner la majorité à sa suite.

Le prolétariat, dans le sens le plus large de ce mot, représente effectivement la majorité du peuple. Il n'est pas dit dans le programme que la dictature du prolétariat soit la dictature de la majorité du peuple : il y est seulement dit que le prolétariat est le représentant de la majorité du peuple. Et pourtant c'est précisément ce point du programme qui donne naissance aux deux tendances indiquées plus haut et qui prête en effet à des interprétations diverses. Le prochain congrès du parti devra établir dans quelle mesure ces interprétations correspondent à la volonté de la majorité du parti. En se prononçant pour la dictature du prolétariat avec les réticences indiquées, les représentants de ces deux directions sont encore loin de la reconnaître effectivement. D'ailleurs aucun commentaire aussi catégorique qu'il puisse être ne saurait remplacer un texte nettement rédigé. Dans l'intérêt d'une clarté absolue il est indispensable qu'au point indiqué du programme les mots « représentant de la grande majorité du peuple » soient rayés du texte.

La dictature du prolétariat au moment ou à la veille de la révolution est une exigence de l'heure courante et non pas celle d'une perspective éloignée. Le parti révolutionnaire dans de telles circonstances doit concentrer toute son activité non sur le rapprochement de ce but dans les cadres du régime existant, mais bien sur sa réalisation même. Les exigences actuelles doivent donc également aller de pair avec ce but principal. A l'ouverture de l'Assemblée Nationale le Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne au lieu de lutter pour le pouvoir soviétique a combattu pour l'admission des soviets dans la constitution, pour la réalisation d'un compromis impossible entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir soviétique. Seul un mouvement venu d'en bas a obligé les leaders du parti à faire un pas en avant. Le programme tactique a exigé en même temps que l'admission du système des soviets dans la constitution, que les décisions des soviets aient force exécutive. La satisfaction de cette revendication aurait eu pour résultat que dans l'existence parallèle des pourparlers bourgeois et des soviets les premiers se seraient trouvés réduits au rôle d'organes délibérateurs. Mais une telle situation est absolument impossible à une époque révolutionnaire.

La bourgeoisie aurait sans nul doute tenté de faire de ces organes délibérateurs une nouvelle arme de combat pour le pouvoir et le prolétariat se serait trouvé dans l'obligation d'en finir immédiatement avec ces parlements. La rédaction de l'article 1^{er} des revendications du Parti Socialiste Indépendant reflète les opinions arriérées qui tiennent le parlementarisme, pour la voie la plus commode menant au socialisme. La dictature du prolétariat étant reconnue en principe, il devient nécessaire dans l'intérêt d'une clarté absolue du programme de remplacer les exigences citées plus haut au sujet de l'admission des

soviets dans la Constitution et de leur influence prépondérante, qui ne font que compliquer la situation, par la revendication suivante nettement formulée : *la création dans la république allemande unitaire d'une constitution basée exclusivement sur le principe du pouvoir soviétique ; la création d'une constitution économique sur la base des soviets d'usines, dont l'organe principal devra être investi du pouvoir absolu sur toute la production du pays.*

La lutte parlementaire du parti devrait être menée conformément à ce dessein. Elle ne doit pas se prodiguer en tentatives inutiles en vue de corriger les lois fondamentales dirigées en principe contre le prolétariat — telle que la loi sur la Constitution par exemple — au moyen de commentaires et de correctifs innombrables, elle doit souligner nos principes fondamentaux et opposer au programme de la bourgeoisie le programme du prolétariat révolutionnaire. Tout ce qui pourrait être atteint par la voie de ces correctifs ne serait qu'un compromis avec les ennemis mortels du prolétariat. La période révolutionnaire et celle qui la précède immédiatement, ne conviennent pas aux compromis qui n'ont de raison d'être que dans le cas où ils peuvent conserver leur force pendant un temps plus ou moins long. Pour la même raison le prochain congrès devra élucider la question du parlementarisme. Cette question est très importante en principe, si l'on reconnaît que le parlementarisme mène au socialisme. Mais une telle opinion est inconciliable avec l'essence même du parti révolutionnaire. Il s'agit de décider si, oui ou non, nous devons prendre part aux élections parlementaires et envoyer des représentants au parlement. Au moment où une lutte révolutionnaire ouverte est engagée, les représentants du parti révolutionnaire n'ont rien à faire dans les parlements bourgeois. Il est superflu de dire qu'au cas où des insurrections éclateraient on ferait tout pour les étouffer. Dans les conditions actuelles, à la veille de la révolution, la tribune parlementaire doit servir à enflammer les masses et à lancer des appels à l'insurrection ; mais s'occuper à un pareil moment du minutieux travail parlementaire ne serait qu'une perte de forces sans résultat appréciable.

Il en est de même de la question des élections. Dans la situation où nous nous trouvons actuellement, alors que l'explosion d'une lutte révolutionnaire est si proche que quelques mois et peut-être même quelques semaines à peine nous en séparent, prendre part aux élections ce serait affaiblir l'élan révolutionnaire. Et la situation en Allemagne est précisément telle qu'on peut dire avec certitude que nous nous trouvons à la veille de la révolution.

Une autre question se trouve en relation avec la dernière. C'est de savoir si les soviets et le parlementarisme sont des armes révolutionnaires de valeur égale. Le parlementarisme ne peut servir qu'à exploiter les conditions de la lutte, tandis que les soviets représentent les armes mêmes du prolétariat contre le capitalisme. Une trouée décisive vers le socialisme ne peut être faite qu'à l'aide des soviets.

Notre programme tactique dans sa rédaction actuelle dit :

« Pour atteindre ce but (c'est-à-dire le socialisme) le Parti Socialiste Indépendant se sert de toutes les armes de combat politiques et économiques y compris le parlement ».

Afin d'atteindre sur ce point également une clarté

parfaite il est indispensable d'indiquer d'une façon déterminée que *le Parti Socialiste Indépendant considère les soviets comme l'arme principale du combat pour le socialisme et qu'il tient tous les autres moyens y compris le parlementarisme pour des moyens auxiliaires.*

La précision d'une telle rédaction mettra fin à toutes les tentatives d'amener le parlementarisme à ses dernières conclusions et d'entraîner par là le parti dans la voie de la politique opportuniste des compromis. Celui qui dans la situation actuelle cherche un rapprochement, sur le terrain du parlementarisme, avec le *parti socialiste de droite* ou, ce qui plus est, travaille à la formation sur cette base d'un gouvernement commun avec les socialistes de la droite — celui-là s'engage dans la voie politique qualifiée révisionniste, avant la guerre.

Le parti socialiste de droite n'est resté socialiste que de nom. En réalité il représente le parti bourgeois des réformes et soutient sans restrictions le régime bourgeois. Et les reproches que nous adressons à ce parti pour avoir formé un gouvernement de concert avec les partis bourgeois, se retourneraient contre nous si nous ne refusions en principe de former un gouvernement quel qu'il soit avec ce parti bourgeois qui se pare du titre mensonger de « parti socialiste ».

L'unification du prolétariat ne s'opérera pas au moyen de cette union mécanique du Parti Socialiste Indépendant avec le Parti Socialiste de droite. Ce dernier est notre ennemi, et celui de la révolution dans la même mesure que n'importe quel autre parti bourgeois. Notre lutte est dirigée contre lui. Notre but est de le vaincre définitivement, d'ouvrir les yeux aux ouvriers qui le soutiennent encore, sur l'essence réelle de ce parti et de les déterminer à s'unir avec nous sur le terrain du programme révolutionnaire conformément aux paragraphes concluants de notre programme tactique. Celui qui considère que notre devoir est, entre autres, de lutter contre les éléments de la droite fait preuve d'une incompréhension totale des buts poursuivis par le Parti Socialiste Indépendant.

Notre ennemi se trouve à droite et non à gauche.

C'est en partant de ce point de vue que nous devons résoudre définitivement la question de l'*Internationale*. Les organes centraux de notre parti avait décidé d'envoyer à Lucerne des délégués, ayant résolu que notre parti n'entrerait dans la 2^e Internationale que dans le cas où les socialistes de droite en seraient exclus et à la condition que notre programme y serait tout au moins soumis aux délibérations.

Ni l'un ni l'autre n'a eu lieu. Néanmoins les organes du parti n'ont tiré aucune conclusion de ce fait. Ils étaient d'avis que le P. S. I. *doit malgré tout être représenté au congrès de Genève.*

Au lieu de prendre une résolution déterminée ils voulaient prolonger cette insupportable situation d'incertitude, ils voulaient renoncer aux conditions qu'ils avaient posées avant Lucerne. *Mais le congrès du parti a déclaré catégoriquement que la 2^e Internationale n'existe plus pour le P. S. I. et il n'a pas envoyé de délégués au congrès de Genève.*

Il s'ensuit que le Parti Socialiste Indépendant allemand doit chercher à établir des relations internationales ailleurs. *Moscou* est actuellement le point

de concentration de tous les partis socialistes vraiment révolutionnaires. Rien ne sépare en principe les socialistes indépendants allemands des propositions fondamentales de la 3^e Internationale, qui sont les conclusions logiques des opinions professées par le P. S. I. lui-même. Nous ne devons pas compter avec le fait que les partis voisins du nôtre et les groupes des pays de l'Europe occidentale où le courant opportuniste est plus fort que chez nous, veulent nous détourner de cette démarche. Notre but n'est pas de nous traîner à la suite de ces partis arriérés, mais bien de les précéder, de les pousser en avant et d'activer par notre exemple le processus d'éclaircissement de leur programme et de leur tactique. *L'adhésion à la 3^e Internationale* — telle est la résolution que nous devons prendre si nous voulons en fin de compte la création d'une Internationale vraiment active.

Telles sont dans leurs traits généraux les questions à résoudre au *congrès du parti*. A la *conférence générale* de l'empire elles seront soumises à des délibérations provisoires. Dans les différents milieux de notre parti ces questions sont depuis longtemps déjà considérées comme devant être placées à l'ordre du jour. Le mouvement qui nous pousse à l'éclaircissement de ces questions de principe vient d'en bas. La réunion du congrès du parti répond également aux exigences d'en bas. Les masses se rendent compte que l'éclaircissement de ces questions est indispensable pour conserver au parti son rôle actif.

La période qui a précédé le congrès de mars nous sert d'avertissement menaçant. L'existence dans le parti des courants les plus divers, tantôt travaillant côte à côte, tantôt luttant entre eux, au moment même où les adeptes de la démocratie bourgeoise, qui considéraient le parlementarisme comme la source de tous les maux marchaient tantôt avec les partisans du pouvoir soviétique, tantôt avec leurs ennemis, les adversaires de la dictature prolétarienne — tout cela a désorganisé le parti et l'a rendu incapable de s'attirer de nouveaux adeptes. *La clarté atteinte au congrès de mars* dans l'élaboration du programme tactique, a marqué la *régénération du parti*. Mais la netteté de la situation à laquelle on était arrivé alors n'existe plus à l'heure qu'il est. Grâce à la trêve survenue dans la lutte et à l'affaiblissement de la pression venant des masses, le mouvement en faveur du parlementarisme recommence à prendre le dessus. La tentative d'interpréter le programme dans l'esprit du parlementarisme nous ramènera en fin de compte à la situation qui a précédé le congrès de mars. C'est pourquoi il est absolument indispensable que les principes révolutionnaires du parti soient établis dans le programme avec une netteté et une fermeté telles que toute tentative de l'en faire déroger puisse être à l'avance considérée comme une atteinte aux principes fondamentaux du parti.

L'Allemagne se trouve actuellement à la veille de la révolution. Les forces croissantes de la révolution en marche se développeront dans toute leur ampleur pendant les mois d'hiver. Dans cette prévision notre parti doit s'armer pour la lutte au moyen de l'éclaircissement complet de ses principes. Chose d'autant plus indispensable que nous ne nous contentons pas d'observer l'approche de la nouvelle révolution — que nous la désirons.

Kurt GEIER.

Le Congrès de la 3^e Internationale

Conditions de l'admission dans la 3^e Internationale

I

Les social-patriotes et leurs inspireurs bourgeois font remarquer que les guides de la 3^e Internationale, appelés quelquefois « Moscou », ou « les bolcheviks », posent des exigences dictatoriales aux autres partis concernant l'exclusion de leurs membres, les changements dans la tactique, etc., comme conditions à l'admission dans la 3^e Internationale.

Les socialistes du centre (les Kautskiens, les Longuettistes, répètent ces accusations, dans une forme un peu délayée, en essayant de piquer au vif les sentiments nationaux des ouvriers de tel ou tel pays, en éveillant chez eux le soupçon que quel'un tâche de les commander « du dehors ».

En réalité, les accusations et les insinuations de cette sorte expriment l'altération, due à la mauvaise foi bourgeoise, ou bien la non-compréhension, bourgeoisement bête, de l'essence même de l'Internationale Communiste, qui ne présente nullement un ensemble des associations ouvrières et socialistes existant en différents pays, mais forme une organisation internationale intégrale et autonome poursuivant des buts définis et exactement formulés par des moyens révolutionnaires également définis.

L'organisation de chaque pays, en adhérant à la 3^e Internationale, non seulement se soumet à sa direction générale, vigilante et exigeante, mais elle acquiert elle-même le droit de prendre une part active dans la direction de toutes les autres parties de l'Internationale Communiste.

L'adhésion à l'Internationale poursuit non les buts d'une étiquette internationale, mais les tâches de combat révolutionnaires. Par conséquent, elle ne peut en aucun cas se baser sur des omissions, des malentendus ou des obscurités du langage. L'Internationale Communiste rejette avec mépris les conventions qui paralysaient de haut en bas les relations à l'intérieur de la 2^e Internationale et qui étaient basées sur le fait que les chefs de chaque parti national faisaient semblant de ne pas s'apercevoir des déclarations et des actions opportunistes et chauvines des chefs des autres partis nationaux, dans l'espoir que ces derniers leur rendront la pareille.

Les relations entre les partis « socialistes » nationaux n'étaient qu'une misérable reproduction des relations entre les diplomates bourgeoises à l'époque de la paix armée. C'est justement grâce à cela que, au moment où les généraux capitalistes ont rejeté la diplomatie capitaliste, le mensonge conventionnel diplomatique des partis « fraternels » de la 2^e Internationale a été remplacé par le militarisme ouvert de ses chefs.

La 3^e Internationale est une organisation de l'action révolutionnaire de l'insurrection prolétarienne internationale. Les éléments qui se déclarent prêts à entrer dans la 3^e Internationale, mais s'insurgent, en même temps, contre l'imposition, « du dehors », des conditions de cette entrée, démontrent par cela même leur entière inutilité et leur incapacité du point de vue des principes et des méthodes d'action de la 3^e Internationale. La création d'une organisation de la lutte pour la

dictature du prolétariat n'est possible qu'à la condition que, dans la 2^e Internationale, ne soient admises que les collectivités qui sont pénétrées du véritable esprit de l'insurrection prolétarienne contre la domination de la bourgeoisie et qui, par conséquent, sont intéressées elles-mêmes à ce que, dans leur milieu aussi bien que dans le milieu des autres collectivités politiques et professionnelles qui travaillent avec elles, soient absents non seulement les traîtres et les délateurs, mais aussi les sceptiques sans volonté, ces éléments des éternelles hésitations, ces semeurs de panique et de confusion dans les idées. Et on ne peut y arriver que par un nettoyage continu et obstiné de ses rangs des fausses idées, des fausses méthodes d'action, et de leurs porteurs.

Les conditions que la 3^e Internationale pose et continuera à poser à toute organisation qui entre dans ses rangs sont justement destinées à servir ce but.

Je le répète : l'Internationale Communiste n'est pas un ensemble des partis ouvriers nationaux. Elle est le *parti communiste du prolétariat international*. Les communistes allemands ont le droit et sont obligés de demander carrément la raison pour laquelle Turati se trouve dans leur parti. Les communistes russes ont le droit et sont obligés, en examinant la question de l'admission dans la 3^e Internationale des social-démocrates indépendants d'Allemagne et du parti socialiste français, de poser les mêmes conditions qui, de leur point de vue, garantiront notre parti international contre la liquéfaction et la décomposition. Mais toute organisation qui entre dans l'Internationale Communiste acquiert, à son tour, le droit et la possibilité d'une influence active sur la théorie et la pratique des bolcheviks russes, spartakistes allemands, etc., etc.

II

Dans son appel, qui épuise la matière, adressé au Parti indépendant allemand, le Comité exécutif de l'Internationale Communiste identifie, en principe, les indépendants allemands avec les longuettistes français. C'est absolument vrai. Mais, lorsque la question touchant le parti socialiste français est posée d'une façon plus pratique, il est nécessaire, à côté des traits fondamentaux de ressemblance, d'établir également les différences.

Le fait que le Parti socialiste français à marqué, dans son ensemble, des aspirations vers la 3^e Internationale, amène par lui-même, de prime abord, des craintes naturelles. Ces craintes ne peuvent qu'augmenter, si l'on compare, d'une façon plus positive, la situation du socialisme en France avec sa situation en Allemagne.

La vieille social-démocratie allemande s'est divisée actuellement en trois branches : 1^o la social-démocratie ouvertement gouvernementale et chauvine d'Ebert-Scheidemann ; 2^o le parti « indépendant » dont les chefs officiels essaient de rester dans les cadres de l'opposition parlementaire, pendant que les masses brûlent de se jeter dans une insurrection ouverte contre la société bourgeoise ; 3^o le Parti Communiste faisant partie intégrante de la 3^e Internationale.

En examinant la question de l'entrée du parti indépendant dans la 3^e Internationale nous constatons d'abord la non-conformité susmentionnée entre la conduite des chefs officiels et les aspirations des masses. Cette non-conformité est le point d'application de notre levier. En ce qui concerne la social-démocratie de Scheidemann, qui passe actuellement, avec la formation d'un gouvernement purement bourgeois, à la semi-opposition, il n'est pas même question, pour nous, d'admettre ce parti dans la 3^e Internationale ou d'entrer, dans une mesure quelconque, en pourparlers avec lui. Cependant, le Parti socialiste français n'est nullement une organisation équivalente au Parti indépendant allemand dans son état actuel, car aucune scission ne s'est produite dans le Parti socialiste français, et les Ebert, Scheidemann et Noske français y conservent tous leurs postes responsables.

Pendant la guerre, la conduite des chefs du Parti Socialiste français n'a pas été pour un iota au-dessus de la conduite des social-traitres allemands les plus patentés. La trahison de classe a été ici, comme de l'autre côté, également profonde. Quant aux formes de son expression, du côté français elles ont été encore plus criardes et vulgaires que dans le camp de Scheidemann. Mais alors que la social-démocratie indépendante allemande avait rompu, sous la pression des masses, avec ses Scheidemann, — MM. Thomas, Renaudel, Varenne, Sembat, etc..., restent, comme par le passé dans les rangs du Parti Socialiste français. Ce qui est pourtant le plus essentiel, c'est la manière véritable, effective, pratique des guides officiels du Parti Socialiste français de considérer la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Guidé par des Longuetistes, le Parti socialiste non seulement ne se prépare pas à cette lutte par tous les moyens d'agitation et d'organisation, ouvertement ou clandestinement, mais au contraire, en la personne de ses représentants, il suggère aux masses la pensée que l'époque actuelle de désorganisation et de ruine économiques n'est pas favorable à la domination de la classe ouvrière. En d'autres termes, le Parti Socialiste français, sous l'impulsion des longuetistes, impose aux masses ouvrières une tactique de passivité et d'attente, leur inculque la pensée que la bourgeoisie, aux époques des catastrophes impérialistes, est capable de sortir le pays de l'état du chaos économique et de la misère, et de préparer de cette façon, les conditions « favorables » pour la dictature du prolétariat. Il est inutile de dire, que si la bourgeoisie réussissait ce qu'elle ne peut réussir en aucun cas; c'est-à-dire la renaissance économique de la France et de l'Europe, le Parti Socialiste français aurait encore moins de raisons, de possibilités et d'intérêt qu'il n'en a aujourd'hui, pour appeler le prolétariat au renversement révolutionnaire de la domination bourgeoise.

En d'autres termes, dans sa tactique capitale, le Parti Socialiste français guidé par des longuetistes, joue un rôle contre-révolutionnaire. Il est vrai que, contrairement à l'exemple du parti de Scheidemann, le Parti Socialiste français est sorti de la 2^e Internationale. Mais si l'on prend en considération que cette sortie a été entreprise sans aucun préjudice à l'union avec Renaudel, Thomas et tous les autres serviteurs de la guerre impérialiste, ils devient parfaitement clair que pour une partie très considérable des représentants du socialisme officiel français, la sortie de la 2^e Internationale n'a rien de commun avec le reniement de ses méthodes, mais n'est qu'une sim-

ple manœuvre faite pour continuer à tromper les masses des travailleurs.

Pendant la guerre, le Parti Socialiste français s'opposait avec une telle obstination au socialisme kaiserien de Scheidemann, qu'à l'heure qu'il est, il est devenu très malaisé, non seulement pour Longuet, Mistral, Pressemane et autres partisans du centre, mais même pour Renaudel, Thomas, Varenne, de rester dans le cercle de la 2^e Internationale, face à face avec Ebert, Scheidemann et Noske, comme s'ils étaient dans une communion d'idées très étroite avec ces derniers. De cette manière, la sortie de la cuisine de Huysmans était dictée au Socialisme officiel français par les suites de sa position patriotique. Il est vrai qu'il a fait tout son possible pour donner à son refus patriotique d'une collaboration immédiate avec Noske et Scheidemann l'air d'un geste dicté également par l'Internationalisme. Mais la phraséologie des résolutions de Strasbourg ne saurait non seulement abolir, mais même atténuer la valeur du fait que dans les rangs de la majorité de Parti de Strasbourg ne figurent pas les Communistes français, mais que tous les chauvins connus s'y trouvent. Le parti indépendant d'Allemagne, opposé comme organisation, à la social-démocratie patriote, est forcé de mener contre cette dernière une lutte ouverte idéologique et politique dans la presse et dans les réunions et par cela même, malgré le caractère archi-opportuniste de ses journaux et de ses chefs, il collabore à rendre révolutionnaires les masses des travailleurs; en France, au contraire, nous observons, ces derniers temps, un rapprochement croissant entre l'ancienne majorité et l'ancienne minorité longuetiste et la suppression, entre elle, de toute lutte idéo-politique et organisatrice.

Dans ces conditions, la question de l'adhésion du Parti Socialiste français à la 3^e Internationale présente encore plus de difficultés et de dangers que celle de la social-démocratie indépendante allemande.

III

Nous devons poser au Parti Socialiste français, en tant qu'il soulève actuellement, sur un terrain pratique, la question de son entrée dans la 3^e Internationale, des questions absolument claires et nettes, définies par les considérations exposées ci-dessus. Il n'y a que les réponses franches et nettes, confirmées par le « Parti », c'est-à-dire, en fait, par la partie responsables de celui-ci, qui peuvent prêter un contenu réel à la question de l'entrée du Parti des Socialistes français dans l'organisation communiste internationale.

Ces questions pourraient être, par exemple, les suivantes :

1. Reconnaissez-vous toujours, comme par le passé, pour le Parti Socialiste, le devoir de la défense nationale à l'égard de l'Etat bourgeois ? Considérez-vous comme admissible de soutenir la république bourgeoise française dans ses conflits militaires possibles avec d'autres Etats ? Trouvez-vous admissible le vote de crédits militaires aussi bien actuellement, que dans le cas d'une nouvelle guerre mondiale ? Renoncez-vous catégoriquement au mot d'ordre si traité de la défense nationale. Oui ou non ?

2. Considérez-vous comme admissible la participation des Socialistes, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, ou gouvernement bourgeois ? Considérez-vous comme admissible un appui, direct ou indirect, prêté au gouvernement bourgeois par la fraction socialiste du parlement ? Trouvez-vous possible de souffrir plus longtemps dans les rangs de votre parti les gens indignes qui

vendent leurs services publics aux gouvernements capitalistes, aux organisations du capital, à la presse capitaliste, en qualité d'agents responsables de la ligue de brigands, appelée la Ligue des Nations (Albert Thomas), de rédacteurs de la presse bourgeoise (A. Varenne), d'avocats ou de défenseurs parlementaires des intérêts capitalistes (Paul-Boncour), etc., etc... Oui ou non ?

3. Vu la violence exercée par l'impérialisme français sur une série de peuples faibles, et surtout sur les peuples coloniaux arriérés de l'Afrique et de l'Asie ; considérez-vous comme votre devoir une lutte irréconciliable avec la bourgeoisie française, son parlement, son armée, dans les questions du pillage mondial ? Vous engagez-vous à soutenir, par tous les moyens à votre disposition, cette lutte partout où elle surgit, et avant tout dans la forme d'une insurrection ouverte des peuples coloniaux opprimés contre l'impérialisme français ? Oui ou non ?

4. Considérez-vous comme nécessaire l'ouverture immédiate d'une lutte systématique et sans merci contre le syndicalisme officiel français, qui s'est orienté entièrement du côté de la concorde économique, de la collaboration des classes, du patriotisme, etc., et qui remplace systématiquement la lutte pour l'expropriation révolutionnaire des capitalistes au moyen de la dictature du prolétariat, par un programme de la nationalisation des chemins de fer et des mines par l'Etat capitaliste ? Considérez-vous comme un devoir pour le Parti

socialiste de soulever — dans une liaison étroite avec Lorient, avec Monatte, avec Rosmer — dans les masses ouvrières une agitation énergique dans le but de nettoyer le mouvement professionnel français de Jouhaux, Dumoulin, Merrheim et autres traîtres à la classe ouvrière ? Oui ou non ?

5. Trouvez-vous possible de souffrir dans les rangs du Parti Socialiste les prédicateurs de la passivité qui paralysent la volonté révolutionnaire du prolétariat, en lui inculquant la pensée que le « mouvement actuel » n'est pas favorable pour sa dictature ? Considérez-vous, au contraire, comme de votre devoir de dénoncer aux masses ouvrières la tromperie d'après laquelle le « mouvement actuel », dans l'interprétation des agents de la bourgeoisie, convient toujours uniquement à la disparition de la bourgeoisie ; avant-hier, parce que l'Europe traversait la période d'une puissante montée industrielle qui faisait baisser le nombre des mécontents ; hier, parce qu'il s'agissait de la défense nationale ; aujourd'hui, parce qu'il faut guérir les plaies causées par les exploits de la défense nationale ; demain, parce que le travail reconstruit de la bourgeoisie aura amené une nouvelle guerre, et, avec elle, le devoir de la défense nationale. Pensez-vous que le parti socialiste doit commencer sans retard une véritable préparation, sociologique et organisatrice, de la poussée révolutionnaire contre la société bourgeoise, dans le but de s'emparer, dans le temps le plus court, du pouvoir d'Etat ? Oui ou non ?

Les groupements dans le mouvement ouvrier français et les tâches du Communisme français

I

A l'époque précédant la guerre, le Parti Socialiste français se présentait, sur ses sommets directeurs, comme l'expression la plus complète et la plus achevée de tous les côtés négatifs de la 2^e Internationale : l'aspiration continuelle vers la collaboration des classes (le nationalisme, la participation à la presse bourgeoise, les votes de crédits et de confiance à des ministères bourgeois, etc.) ; attitude dédaigneuse ou indifférente à l'égard de la théorie socialiste, c'est-à-dire des tâches fondamentales sociales-révolutionnaires de la classe ouvrière ; le respect superstitieux à l'égard des idoles de la démocratie bourgeoise (la République, le Parlement, le suffrage universel, la responsabilité du ministre, etc., etc.) ; l'internationalisme ostentatoire et purement décoratif, allié à une extrême médiocrité nationale, au patriotisme petit-bourgeois et, souvent, à un grossier chauvinisme.

II

La forme la plus éclatante de protestation contre ces côtés du Parti socialiste fut le syndicalisme révolutionnaire français. Comme la pratique du réformisme et du patriotisme parlementaires se dissimulaient derrière les débris d'un faux marxisme, le syndicalisme tâchait d'opposer son opposition au réformisme parlementaire par une théorie anarchiste, adaptée aux méthodes et aux formes du mouvement professionnel de la classe ouvrière.

La lutte contre le réformisme parlementaire se transformait en lutte non seulement contre le parlementarisme, mais aussi contre la « politique » en général, en la pure négation de l'Etat comme tel. Les syndicats (associations professionnelles) ont été proclamés la seule forme révolutionnaire légale et véritable du mouvement ouvrier. A la représentation parlementaire et à la substitution, se passant derrière les coulisses, à la classe ouvrière des éléments étrangers, on opposait l'action directe des masses ouvrières, et le rôle dé-

cisif était attribué à la minorité capable d'initiative, en qualité d'organe de cette action directe.

Cette brève caractéristique du syndicalisme montre qu'il s'efforçait de donner l'expression aux besoins de l'époque révolutionnaire qui s'approchait. Mais les erreurs théoriques fondamentales (celles de l'anarchisme) rendaient impossible la création d'un solide noyau révolutionnaire, bien soudé au point de vue idéologique et capable de résister effectivement aux tendances patriotiques et réformistes.

La chute social-patriotique du socialisme français se produisit tout à fait parallèlement à la chute du Parti socialiste. Si, à l'extrême-gauche du Parti, le drapeau de l'insurrection contre le social-patriotisme fut déployé par un petit groupe ayant à sa tête Lorient, à l'extrême-gauche du socialisme le même rôle échut au petit (à son début) groupe Monatte-Rosmer : entre ces deux groupes s'établit bientôt le lien nécessaire idéologique et organisateur.

III

Nous avons indiqué ci-dessus que la majorité longuettiste, sans force et sans moelle, se confond avec sa minorité renaudeliennne.

En ce qui concerne ce qu'on appelle la minorité syndicaliste, qui, au dernier Congrès des syndicats à Lyon, atteignait, pour certaines questions, un tiers des délégués présents, elle représente un courant encore très peu formé, dans lequel les communistes révolutionnaires se trouvent à côté des anarchistes, qui n'ont pas encore rompu avec les vieilles superstitions, et des « longuettistes » du socialisme français, les « réconciliateurs ». Dans cette minorité sont encore très fortes les superstitions anarchistes contre la prise du pouvoir d'Etat, et chez beaucoup se cachent, sous de pauvres superstitions, tout simplement la peur devant l'initiative révolutionnaire et l'absence de la volonté d'agir. C'est du milieu de cette minorité syndicaliste qu'est sortie l'idée de la grève générale comme moyen pour la réalisation

de la nationalisation des chemins de fer. Le programme de la nationalisation, mis en avant, d'accord avec les réformistes, comme mot d'ordre de la collaboration avec les classes bourgeoises, s'oppose essentiellement comme un problème concernant toute la nation, au pur programme de classe, c'est-à-dire à l'expropriation révolutionnaire des capitaux des chemins de fer et autres par la classe ouvrière. Mais justement le caractère réconciliateur et opportuniste du mot d'ordre, imposé à la grève générale, paralyse l'élan révolutionnaire du prolétariat, amène le manque d'assurance et les hésitations dans son milieu et le force de reculer, indécis, devant l'application d'un des moyens aussi extrêmes que la grève générale, qui lui demande les plus grands sacrifices, au nom des buts purement réformistes, propres au radicalisme bourgeois.

Il n'y a que la manière claire et nette, employée par les communistes, pour poser les problèmes révolutionnaires, qui pourra apporter la clarté nécessaire à la minorité syndicaliste elle-même. La nettoyer des superstitions et des compagnons de hasard, et, ce qui est le principal, fournir un programme précis d'action aux masses révolutionnaires prolétariennes.

IV

Des groupements purement intellectuels semblables à « Clarté » apparaissent comme très symptomatiques pour une époque prérévolutionnaire, quand une petite et la meilleure partie des intellectuels bourgeois, pressentant l'approche d'une très profonde crise révolutionnaire, se détache des classes dominantes entièrement pourries et se met à la recherche d'une autre orientation idéologique. Conformément à leur nature intellectuelle, les éléments de cette sorte, naturellement enclins à l'individualisme, à la division en groupements séparés fondés sur les sympathies et les opinions personnelles, sont incapables de créer, et encore moins d'appliquer un système précis d'opinions révolutionnaires, et, par conséquent, ramènent leur travail à une propagande abstraite et purement idéaliste, teintée d'un communisme délayé par des tendances purement humanitaires. Sincèrement sympathiques au mouvement communiste de la classe ouvrière, les éléments de ce genre se détachent néanmoins souvent du prolétariat au moment le plus aigu, lorsque les armes de la critique sont remplacées par la critique des armes, pour restituer, ensuite, au prolétariat leurs sympathies, quand il aura la possibilité, ayant pris le pouvoir dans ses mains, de développer son génie créateur dans le domaine de la culture. La tâche du communisme révolutionnaire est l'explication aux ouvriers avancés de la valeur purement symptomatique des groupements de cette sorte, et la critique de leur passivité idéaliste et de leur médiocrité. Les ouvriers avancés ne peuvent en aucun cas se grouper en qualité de chœur attaché aux solistes intellectuels, — ils doivent créer une organisation autonome, qui fera son travail indépendamment du flux et du reflux des sympathies même de la meilleure partie des intellectuels bourgeois.

V

Actuellement, en France, est nécessaire, de pair avec une révision radicale de la théorie et de la politique du socialisme parlementaire français, une révision décisive de la théorie et de la pratique du syndicalisme français, afin que ses superstitions, qui se sont survécues à elles-mêmes, n'entravent pas le développement du mouvement communiste révolutionnaire.

a) Il est manifeste que la « négation » continue de la politique et de l'état de la part du syndicalisme français serait une capitulation devant la politique bourgeoise et l'Etat capitaliste. Il ne suffit pas de renier l'Etat, il faut s'en emparer pour le surmonter. La lutte pour la possession de l'appareil de l'Etat est la politique révolutionnaire. Renoncer à elle, c'est renoncer aux tâches fondamentales de la classe révolutionnaire ;

b) La minorité possédant l'initiative, à qui la théorie syndicaliste abandonnait la direction, en la mettant, en fait, au-dessus des organisations professionnelles des masses de la classe ouvrière, ne saurait exister sans prendre une forme. Mais si l'on organise régulièrement cette minorité, capable d'initiative, de la classe ouvrière ; si on la lie ensemble par une discipline intérieure répondant aux besoins inexorables de l'époque révolutionnaire ; si on l'arme d'une juste doctrine, d'un programme, construit scientifiquement, de la révolution prolétarienne, — on n'obtiendra rien d'autre que le parti communiste, se trouvant au-dessus des syndicats aussi bien que de toutes les autres formes du mouvement ouvrier, les fécondant au point de vue des idées et donnant la direction à tout leur travail ;

c) Les syndicats qui groupent les ouvriers d'après les branches de l'industrie ne peuvent pas devenir les organes de la domination révolutionnaire du prolétariat.

... La minorité possédant l'initiative (le Parti communiste) ne peut trouver cet appareil que dans les soviets embrassant les ouvriers de tous ces rayons, de toutes ces branches de l'industrie, de toutes les professions, et par là-même mettant sur le premier plan les intérêts fondamentaux, communs, c'est-à-dire social-révolutionnaires, du prolétariat.

VI

De là vient une nécessité de fer de créer un Parti communiste français qui doit dissoudre entièrement en lui-même aussi bien l'aide révolutionnaire du Parti socialiste actuel que le détachement révolutionnaire du Syndicalisme français. Le Parti doit créer son propre appareil parfaitement autonome, rigoureusement centralisé, indépendant aussi bien du Parti socialiste actuel que de la C.G.T. et des syndicats locaux.

La situation actuelle des communistes français qui représentent une opposition intérieure, et, d'un côté, de la C.G.T., et, d'un autre côté, du Parti socialiste transforme le communisme français en une sorte de facteur privé d'autonomie, en une sorte de complément négatif des organes fondamentaux existants (du Parti et des syndicats) et le prive de la force combative nécessaire, de la liaison immédiate avec les masses et de l'autorité directrice.

De cette période préparatoire, le communisme français doit sortir à tout prix.

Le moyen de sortir est le commencement immédiat de la construction d'un Parti communiste centralisé et, avant tout, la création sans retard, dans les centres principaux du mouvement ouvrier, de journaux qui, à la différence des publications hebdomadaires actuelles, seraient non des organes d'une critique de l'organisation intérieure et d'une propagande abstraite, mais ceux de l'agitation révolutionnaire directe et de la direction politique de la lutte des masses prolétariennes.

La création d'un Parti militant communiste en France est aujourd'hui une question de vie et de mort pour le mouvement révolutionnaire du prolétariat français.

L. TROTSKY.

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



A tous les membres du P. S. français **A tous les prolétaires conscients de France**

(De la part du Comité exécutif de l'Internationale Communiste)

A une énorme majorité, le dernier Congrès du Parti Socialiste français a décidé de se retirer de la 2^e Internationale, considérée maintenant par tous les travailleurs conscients du monde entier comme une organisation de traîtres. Mais ce même Congrès, par une majorité des deux tiers des voix environ, a repoussé l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste et s'est borné, par une résolution à double sens, à décider d'entrer en relations avec la 3^e Internationale en même temps, d'organiser les partis qui se placent entre la 2^e Internationale et la 3^e Internationale.

Deux délégués de la majorité du Congrès, Marcel Cachin et Frossard, sont venus en Russie pour entamer des pourparlers, conformément à la décision du Congrès précité. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, avec la participation de délégués d'Italie, d'Angleterre, d'Amérique, d'Autriche, de Hongrie, de Bulgarie, d'Allemagne et autres pays, a consacré deux séances à l'examen des questions qui se posaient, par suite de l'arrivée de Cachin et de Frossard. De plus, le Comité Central a eu avec les délégués du Parti Socialiste français un certain nombre d'entretiens. Nous avons reçu les trois rapports écrits, qui sont publiés en toutes langues, dans la presse officielle de l'Internationale Communiste. Nous avons invité les camarades Frossard et Cachin au 2^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, en leur octroyant une voix consultative. Nous avons entendu Cachin et Frossard dans la Commission du Congrès. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste considère naturellement de son devoir de se comporter de la façon la plus bienveillante à l'égard de toute délégation de parti ou de groupe qui désire rompre avec la 2^e Internationale et qui a l'intention d'entrer dans les rangs de l'Internationale Communiste.

Nous sommes reconnaissants au Parti Socialiste français de ce que, par l'envoi de ses délégués, il nous a donné la possibilité de nous expliquer avec vous ouvertement, franchement, comme il convient à des révolutionnaires. Vous apprendrez par la suite quelle est notre opinion sur la situation en France. Notre réponse, nous en sommes

convaincus, sera imprimée en France, lue et discutée avec la plus grande attention par tous les ouvriers conscients.

Deux circonstances constituent pour nous la pierre angulaire de notre appréciation de la situation du Parti Socialiste en France :

- 1^o Le rôle que joue actuellement la bourgeoisie française dans le monde ;
- 2^o La situation intérieure du Parti socialiste français.

La bourgeoisie française rempart de la réaction mondiale

La bourgeoisie française, par une série de circonstances, joue actuellement, sans contredit, le rôle le plus réactionnaire qui soit dans le monde entier. La bourgeoisie française est devenue le rempart de la réaction mondiale. Le capital impérialiste français, aux yeux de l'univers entier, a assumé le rôle de gendarme international. Plus que toutes les autres, la bourgeoisie française a travaillé à étouffer la République soviétiste prolétarienne en Hongrie. La bourgeoisie française a toujours joué et joue encore le principal rôle dans l'organisation de la guerre de brigandage contre la Russie soviétiste. La bourgeoisie française joue le rôle du plus infâme bourreau dans les Balkans. Enfin, la bourgeoisie française a assumé la principale « tâche » dans l'étouffement de la révolution prolétarienne qui se développe en Allemagne. C'est elle qui a eu le principal rôle dans l'élaboration du traité de Versailles, traité de rapine. Elle envoie les troupes nègres occuper les villes allemandes. En réalité, elle est entrée en alliance avec la bourgeoisie allemande contre la classe ouvrière allemande. Il n'est pas de monstruosité que n'ait commis le gouvernement de la bourgeoisie française. La révolution mondiale, en son développement, n'a pas de plus cruel ennemi que le capitalisme français.

Cela impose aux ouvriers français et à leur

Parti un devoir international très important. L'Histoire a voulu qu'une tâche très noble mais d'une grande responsabilité vous incombe, à vous, prolétaires français, celle de repousser l'assaut de la bourgeoisie la plus furieuse et la plus follement réactionnaire.

La situation du P. S. en France

Mais le Comité exécutif de l'Internationale communiste constate avec regret — et ici nous allons parler du deuxième point des circonstances indiquées plus haut — que la situation intérieure du Parti Socialiste français est dans l'état le moins favorable à l'accomplissement de la mission historique que la marche des événements lui impose.

L'avant-garde du prolétariat français sera absolument d'accord avec nous si nous disons que, pendant les quatre années de la guerre impérialiste, nulle part le socialisme impérialiste, nulle part, si ce n'est en Allemagne, le socialisme n'a été aussi basement trahi que dans votre pays par l'ancienne majorité du Parti.

La conduite des chefs de cette ancienne majorité : Renaudel, Thomas et autres, après le 4 août 1914, n'a pas été meilleure que la conduite ignoble et traître de Scheidemann et des Noske en Allemagne. Ces chefs n'ont pas seulement voté les crédits de guerre, mais encore ils ont mis au service de la bourgeoisie impérialiste toute la presse et tout l'appareil du Parti. Ces chefs du Parti socialiste français ont empoisonné l'âme du soldat et de l'ouvrier. Ils ont aidé la bourgeoisie impérialiste à soulever dans tout le pays une vague boueuse d'abject chauvinisme. Ils ont aidé la bourgeoisie à instituer dans les fabriques et les usines un régime despotique et à annuler les lois les plus modérées pour la défense du travail. Ils ont pris la responsabilité entière de la tuerie impérialiste. Ils ont pris place dans le gouvernement bourgeois. Ils ont exécuté les plus méprisables commissions des meneurs de l'Entente. Quand la révolution éclata en Russie, en février 1917, Albert Thomas, au nom du Parti français, fut envoyé chez nous par les impérialistes français pour persuader les ouvriers et les soldats russes de la nécessité de continuer la tuerie impérialiste. Ainsi, des socialistes français ont aidé à organiser la lutte de la garde blanche russe proclamant la guerre contre la classe ouvrière et paysanne. Quant à l'ancienne minorité de votre Parti, elle n'a jamais mené contre cette majorité abjecte la lutte de principe, la lutte vigoureuse et claire, la lutte révolutionnaire qu'elle avait le devoir de mener. Devenue majorité, elle a persisté jusqu'à ce jour dans une politique équivoque, sans netteté et sans énergie, tristement opportuniste.

Albert Thomas, Renaudel, Jouhaux et consorts continuent encore comme à l'heure actuelle à jouer le rôle odieux des valets de la bourgeoisie. Dans vos rangs, non seulement les social-patriotes avérés, mais encore beaucoup d'autres représentants du « centre » Longuet et autres, continuent jusqu'à présent à affirmer que la guerre impérialiste et de brigandage de 1914-1918 a été pour la France une guerre de défense nationale. Votre Parti personnifié par sa majorité centriste n'a pas encore dit clairement jusqu'ici aux ouvriers de France que la récente guerre mondiale, tant du côté de la bourgeoisie allemande que de la bourgeoisie française, fut une guerre de pillage, une guerre d'assassins, une guerre de brigandage ? Les discours prononcés par Longuet, Faure, Pressemane

et certains autres de vos chefs, au Congrès de Strasbourg sur la défense nationale, ne se différencient guère de ceux des social-patriotes. Nous devons vous le dire sincèrement camarades, la situation intérieure du Parti socialiste français est pire que celle du Parti indépendant allemand. Vous êtes en retard, même relativement au développement allemand. Vous n'avez pas encore fait ce que les indépendants allemands ont fait en 1916. Dans votre Parti restent toujours, comme autrefois, des traîtres tels que Albert Thomas, qui n'a pas honte d'occuper un haut emploi dans cette ligue de brigandage qu'est la Société des Nations. Dans votre Parti se trouvent encore des personnages comme Pierre Renaudel, le serviteur le plus zélé de la bourgeoisie française. Vous vous comportez encore patiemment à l'égard des traîtres à la cause ouvrière, tels que Jouhaux et ses adeptes, qui ont fait renaître maintenant l'Internationale jaune des syndicats !

Dans vos rangs, vous supportez des hommes qui, sur les ordres des capitalistes de l'Entente, jouent la comédie de l'organisation du Bureau International du Travail. Dans votre Parti restent membres, au même titre que les autres, des députés qui ont l'ignominie de s'abstenir de voter lorsque la Chambre des députés s'est prononcée sur le honteux et sanglant traité de Versailles.

Reconnaissez, camarades, qu'une telle situation à l'intérieur du Parti n'est pas de nature à vous permettre d'accomplir la mission que l'histoire vous a dévolue.

Il n'est pas étonnant, camarades, que, dans de telles conditions, la majorité officielle actuelle du Parti socialiste français, qui se figure être internationaliste et révolutionnaire, mène en fait une politique d'hésitations et d'équivoques. Examinons les points les plus importants de votre « activité présente » : 1° Votre travail parlementaire ; 2° Votre presse ; 3° Votre propagande dans l'armée et dans les villages ; 4° Votre attitude à l'égard des syndicats ; 5° Votre manière d'envisager les actes récents de violence qui ont été commis par le gouvernement français ; 6° Vos rapports avec l'aile gauche communiste de votre propre Parti et 7° votre attitude à l'égard de l'Internationale.

Le Groupe parlementaire

I. — Le travail parlementaire de votre fraction socialiste à la Chambre des Députés continue à ne pas être révolutionnaire, socialiste prolétarien. Chaque député socialiste agit à sa guise. La fraction parlementaire en entier n'obéit pas au Parti et exécute ses décisions uniquement quand elles lui plaisent. Elle ne sert pas de porte-voix aux masses prolétariennes qui brûlent d'indignation contre la lâche conduite de la bourgeoisie française et elle ne lui rend aucun compte de ses actes. Elle ne dénonce pas les crimes du gouvernement français. Elle ne fait pas de propagande parmi la masse innombrable des anciens combattants. Elle ne se donne pas pour tâche de montrer aux masses laborieuses de France le caractère scélérat de la tuerie impérialiste qui vient de finir. Elle ne se préoccupe pas de l'armement du prolétariat.

En un mot, non seulement elle ne prépare pas la révolution prolétarienne, mais encore, par tous les moyens, elle la sabote. Un grand nombre de vos députés restent, comme auparavant, non pas des lutteurs politiques de la classe ouvrière, mais des politiciens. Par leur conduite, ils provoquent chez les masses ouvrières de France, de la répulsion pour tout travail parlementaire, amenant ainsi de

l'eau au moulin anarchiste. Par son opportunisme, votre fraction parlementaire ne fait que nourrir et fortifier les erreurs et les préjugés de l'anarchisme.

La conduite de vos députés engendre chez les masses prolétariennes le mépris des parlementaires intrigants, hommes qui se disent socialistes et qui, en fait, sont les amis des pires adversaires de la classe ouvrière.

La Presse et la propagande

II. — Vos quotidiens, et en première ligne l'*Humanité* et le *Populaire* ne sont pas des feuilles prolétariennes révolutionnaires. Nous n'y voyons pas une propagande suivie, systématique en faveur de l'idée de la révolution prolétarienne. Tout au plus y trouve-t-on quelques mots secs, sur la dictature du prolétariat. Mais ces mots dans votre littérature de propagande journalière restent sans vie et sans âme. Vos organes ressemblent souvent, comme deux gouttes d'eau, à ceux de la bourgeoisie française. Vous y réservez la place principale aux bagatelles parlementaires et aux petits événements de la vie du monde bourgeois. Vos organes ne savent pas et ne veulent pas être les véritables porte-parole de la colère révolutionnaire des masses prolétariennes en effervescence. Vos organes ne décrivent pas les misères nées de la guerre et que supportent seules les masses travailleuses de la France. Vos organes se bornent à des protestations sèches, pédantes, platoniques ; votre organe de propagande parmi les paysans a été abandonné par vous aux mains de Compère-Morel le social-patriote bien connu. Il est indispensable que vous renonciez à l'indépassible méthode de représentation proportionnelle qui ouvre les organes de votre presse aux articles empoisonnés des Renaudel et C^{ie}.

III. — Il faut en dire autant de votre propagande parmi les paysans et les soldats. Ou cette propagande n'existe pas, ou elle n'a qu'un caractère essentiellement réformiste (le journal que vous avez créé pour les paysans — le seul qui existe — vous en avez confié la direction au social-traitre Compère-Morel). Où et quand votre Parti a-t-il expliqué aux soldats français leur devoir révolutionnaire de prolétariat ? Autant que nous le sachions, nulle part et jamais. Les forces de la réaction en France sont telles que les socialistes en France ne peuvent pas le faire légalement, le devoir de tout journal prolétarien conscient consiste à compléter la propagande clandestine et à remplir ainsi son devoir envers la classe ouvrière de son pays et envers les prolétaires du monde entier.

Le Parti et les Syndicats

IV. — Votre attitude envers les syndicats est tout à fait équivoque. Non seulement vous ne menez pas une lutte systématique contre les idées social-patriotes des chefs de la Confédération Générale du Travail, mais vous les soutenez. Quand Jouhaux et C^{ie} aident la bourgeoisie à reconstituer, à Amsterdam, l'Internationale jaune des syndicats, quand ce même Jouhaux, avec Albert Thomas, se rendent à la Conférence Internationale du Travail, organisée par les impérialistes, quand les leaders de la Confédération font perfidement échouer la grève du 21 juillet 1919, vous ne déclarez pas la guerre, vous n'arrachez pas le masque à ces infâmes traitres, vous ne les clouez pas au pilori devant la France entière. Non, vous continuez la « collaboration » avec eux. Tout au plus vous arrive-t-il de les gourmander, mais vous ne luttez pas contre eux. Vous ne vous assignez pas la tâche d'arracher les syn-

dicats à l'influence néfaste des agents du capital. Dans les dernières grandes grèves de mai, quand le gouvernement emprisonnait et que les compagnies révoquaient, un des vôtres, Paul-Boncour, parlant à la Chambre, reprochait seulement au gouvernement d'oublier l'attitude patriotique de Jouhaux du 2 août 1914 et les grands services rendus par lui pendant la guerre et après.

Le « Complot » et les Communistes français

V. — La bourgeoisie française vient de commettre des actes de violence inouïe, particulièrement contre l'aile gauche du mouvement ouvrier français. Elle emprisonne Lorient, Monatte, Souvarine et une foule d'autres camarades. Qu'avez-vous fait pour repousser cette attaque des capitalistes français ? Pourquoi ne sonnez-vous pas le tocsin ? Pourquoi vous bornez-vous à une propagande purement philanthropique ?

VI. — Votre attitude envers l'aile gauche communiste de votre propre Parti laisse beaucoup à désirer. Vous ne cherchez pas à vous rapprocher des communistes français. Au contraire, vous organisez la lutte contre eux. Vous mettez à l'ordre du jour l'entrée à l'Internationale Communiste, mais en même temps vous ne faites rien ou presque rien pour un rapprochement fraternel avec les éléments communistes de votre pays.

2^e et 3^e Internationale

VII. — Voyons enfin votre attitude envers l'Internationale. Vous êtes restés dans les rangs de la 2^e Internationale, l'Internationale jeune des traitres, jusqu'au moment où les indépendants allemands en sont sortis ; vous y êtes restés jusqu'à ce que les ouvriers français aient obligé les chefs des centres socialistes à rompre avec elle. Vous avez envoyé vos délégués à la fameuse conférence de Berne. Certains d'entre eux y ont, il est vrai, défendu la révolution russe, mais ils ont tout fait aussi pour sauver la 2^e Internationale agonisante. Vous avez tenté de créer le nouveau courant intermédiaire des reconstructeurs. A l'heure actuelle, vous ne parlez toujours pas de votre entrée dans l'Internationale Communiste. Vous avez décidé de sortir de la 2^e Internationale et, en même temps, vous vous déclarez solidaires avec les partis socialistes belges, c'est-à-dire avec Vandervelde, qui est le chef de la 2^e Internationale. Vous dites que vous êtes décidés à entrer dans la 3^e Internationale, et vos délégués officiels (Mistral, Caussy) ont signé une déclaration claire lors du coup d'Etat de Kapp, ensemble avec le bureau de la 2^e Internationale, appelant les prolétaires allemands à défendre la république avec Noske et Scheidemann. Ou vous taisez son existence, ou vous menez contre elle une sorte d'agitation. Dans le rapport qui nous a été remis à Moscou par votre représentant Frossard, vous continuez encore à expliquer votre non-adhésion à la 3^e Internationale par le fait que les partis les plus forts de l'Europe occidentale n'y sont pas encore entrés. Mais, vous ne devez pas oublier que si, par « les plus forts partis » de l'Europe occidentale, vous entendez les partis contaminés par le social-patriotisme, nous vous répondons que nous n'en n'avons pas besoin et que nous ne les acceptons jamais dans les rangs de l'Internationale Communiste. Mais les partis vraiment révolutionnaires d'Europe et d'Amérique sont dans nos rangs. L'Internationale Communiste est une force si grande que, pour certains socialistes, elle est devenue une mode. Quelques partisans du « centre » commencent à se nommer communistes et supposent qu'on peut entrer dans la 3^e Internationale en

continuant de mener en fait la politique mi-réformiste d'autrefois. Ceci, l'Internationale Communiste ne peut l'admettre. Nous ne permettons pas de mettre de l'eau dans notre vin révolutionnaire. L'Internationale Communiste doit rester l'association internationale de combat des ouvriers communistes.

Les Syndicats français

Nous allons passer à présent aux questions que votre représentant Frossard nous a posées dans son premier rapport écrit.

Ce rapport, entre autres choses, nous demande quelle est notre attitude à l'égard des syndicats français. Cette question est très importante et il est nécessaire de s'y arrêter.

Par nos thèses et par d'autres documents officiels de l'Internationale Communiste, vous savez que nous sommes résolument opposés à quelques communistes de « gauche » qui proposent de sortir sans combat des syndicats réactionnaires et de leur opposer l'organisation de nouvelles unions ouvrières.

C'est notre pensée, non seulement en ce qui concerne les syndicats social-démocrates jaunes Legien et consortis, mais aussi à l'égard des syndicats français à la tête desquels sont Jouhaux et consortis. Nous sommes contre la sortie des révolutionnaires et des communistes des syndicats, même si ces derniers ont encore le malheur de suivre Legien et Jouhaux.

Les révolutionnaires et les communistes doivent être là où sont les masses ouvrières. Les Communistes russes ont été pendant longtemps en minorité dans les organisations professionnelles, mais ils ont su lutter pour leurs idées au sein des organisations ouvrières même purement réactionnaires.

Nous demandons à nos partisans en France de ne pas abandonner les rangs des syndicats en aucun cas. Au contraire, s'ils veulent accomplir leur devoir devant l'Internationale Communiste, ils sont obligés d'intensifier leur travail au sein des syndicats jaunes professionnels. La 2^e Internationale, qui était une organisation politique, est tombée comme un château de cartes. La nouvelle Internationale d'Amsterdam, celle des syndicats jaunes, est en ce moment plus dangereuse et plus nuisible pour la révolution mondiale que la Société des Nations. Par l'intermédiaire de Legien, de Gompers et de Jouhaux, la bourgeoisie tente de faire de l'Internationale d'Amsterdam le même instrument de ses buts qu'ont été pendant la guerre les partis socialistes du monde entier.

Ceci nous impose, à nous Communistes, l'obligation de fixer davantage notre attention sur le mouvement syndicaliste. Nous devons, coûte que coûte, arracher ces syndicats des mains des capitalistes et des social-traitres. Et pour cela, nous devons être dans ces syndicats : pour cela nous devons y envoyer nos meilleures forces.

Nos partisans resteront dans les syndicats, mais ils n'y agiront pas comme des éléments épars.

L'action communiste intérieure

Dans chaque syndicat, dans chaque section de syndicat, nous devons organiser un groupe en un petit groupement communiste. Sur le terrain de la lutte quotidienne, nous devons démasquer les Jouhaux grands et petits. Nous devons ouvrir les yeux de tous les membres du syndicat. Nous devons expulser des syndicats les leaders social-patriotes. Nous devons, par une lutte longue et per-

sévérante, arracher syndicat après syndicat à l'influence des social-traitres et des syndicats jaunes du type Jouhaux. Par une longue action, les bolcheviks russes ont su accomplir cette tâche. A la veille de la révolution d'octobre, ils étaient encore en minorité dans les syndicats. Ayant pris le pouvoir, ayant donné aux travailleurs conscients de nouveaux moyens de propagande, les bolcheviks russes ont pu, bientôt après la révolution, conquérir l'énorme majorité dans les syndicats. C'est cette voie que doivent suivre les Communistes et les Révolutionnaires dans le monde entier.

Si, dans son rapport de Moscou, Frossard déclare : « La Confédération Générale du Travail ne fera pas la révolution sans nous (le Parti), nous ne la ferons pas sans eux (les syndicats). » Cette phrase est pour le moins insuffisamment claire. Il nous est impossible de faire la révolution avec ceux qui ne veulent pas. Vous ne ferez pas la révolution prolétarienne avec ces messieurs Jouhaux, qui ont donné toutes leurs pensées, tous leurs efforts, pour faire échouer la révolution prolétarienne. Vous la ferez en dépit de Jouhaux et contre lui, de même qu'en dépit et contre Albert Thomas et Pierre Renaudel. Si vous purifiez le Parti de l'opportunisme, si vos députés au Parlement se mettent à faire de la propagande communiste, si vous expulsez les jaunes des rangs de votre Parti, si, en un mot, vous devenez Communistes, les travailleurs non organisés, tout aussi bien que les membres des syndicats, marcheront avec vous contre Jouhaux ; plus vite vous vaincrez les préjugés du syndicalisme plus vite vous vous débarrasserez de l'opportunisme.

Les syndicats rouges ont commencé à s'organiser dans une série de pays. Sur l'initiative du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, les syndicats, les Confédérations du Travail d'Italie, de Russie et les syndicats de gauche d'Angleterre, ont fondé une Triple-Alliance qui convoquera pour août ou septembre un Congrès international de syndicats rouges, en opposition à l'Internationale d'Amsterdam des syndicats jaunes. *Soutenez cette entreprise en France.* Obtenez que vos syndicats s'associent à l'Internationale des syndicats rouges et rompent, une fois pour toutes, avec les syndicats jaunes. Telle doit être, en France, la tâche des vrais révolutionnaires.

La question des exclusions

Frossard nous demande, dans son rapport, sur un ton de demi-reproche, si nous continuons à demander d'exclure du Parti certaines personnes déterminées.

Cette question a sans doute une grande importance, mais elle n'est pas l'unique facteur qui décide de notre attitude envers vous. Oui, nous vous le disons ouvertement, vous êtes des retardataires, même par comparaison avec les Indépendants allemands. Tandis que les Indépendants allemands ont enfin posé la question de l'exclusion de Kautsky, et, par suite, des Kautskistes, vous donnez droit de cité dans votre Parti à Albert Thomas, Renaudel, c'est-à-dire aux Noske et aux Scheidemann français. Oui, nous vous le déclarons catégoriquement : malgré la lutte menée par Longuet en faveur de la Révolution russe et malgré son adhésion en paroles à la dictature du prolétariat, la position doctrinale et l'action générale de Longuet dans la presse et au Parlement ressemblent comme deux gouttes d'eau à la propagande de Kautsky en Allemagne. Oui, il faudra rompre avec toute une série de vos chefs de droite, gagnés jusqu'à la moelle par le réformisme.

Mais la question principale n'est pas celle de

l'exclusion de certaines personnes, c'est la question de la rupture avec la tradition réformiste. L'Internationale Communiste ne vous demande pas de « faire » immédiatement la révolution soviétiste. Ceux qui présentent à vos yeux sous ce jour les exigences de l'Internationale Communiste, dénaturent la vérité.

Nous ne réclamons qu'une chose : c'est que dans votre travail quotidien, dans la presse, dans les syndicats, au Parlement, dans les réunions publiques, vous fassiez systématiquement, continuellement, une propagande honnête et franche en faveur de l'idée de la dictature du prolétariat et du Communisme, c'est que vous déblayiez la voie à la révolution prolétarienne, que vous luttiez honnêtement contre les idées bourgeoises réformistes.

Les conditions d'adhésion

Pour conclure, nous allons formuler quelques points précis qui nous semblent essentiels et sur lesquels nous attendrons de vous une réponse claire et précise. Nous confirmons entièrement notre réponse aux Indépendants allemands qui a été imprimée dans la presse Communiste de Paris. Cette réponse s'adresse à vous et à la majorité du Parti Socialiste français.

1. Le Parti Socialiste français doit changer radicalement le caractère de sa propagande quotidienne dans la presse, dans le sens que nous avons indiqué plus haut.

2. Dans la question des colonies, il est nécessaire que la ligne de conduite des partis de tous les pays où la bourgeoisie domine sur les peuples coloniaux soit bien claire et très nette. Ce parti français doit dévoiler sans pitié les agissements des impérialistes français dans les colonies et y aider non seulement en paroles, mais en fait, tout mouvement libérateur, y reprendre le mot d'ordre : que les impérialistes abandonnent les colonies, développer dans les masses ouvrières de France les sentiments fraternels envers la population laborieuse des colonies, mener dans l'armée française une propagande systématique contre l'oppression des colonies.

3. Dévoiler la fausseté et l'hypocrisie du social-pacifisme. Démontrez systématiquement aux ouvriers que sans le renversement révolutionnaire du capitalisme nul arbitrage, nul projet de désarmement n'éviteront à l'humanité de nouvelles guerres impérialistes.

4. Le Parti socialiste français doit commencer l'organisation des éléments révolutionnaires communistes au sein de la Confédération Générale du Travail afin de lutter contre les social-traitres, chefs de cette Confédération.

5. Le Parti socialiste doit obtenir, non pas en paroles, mais en fait, la complète subordination de la fraction parlementaire.

6. La majorité actuelle du Parti socialiste français doit rompre radicalement avec le réformisme et débarrasser ses rangs de ces éléments qui ne veulent pas suivre la nouvelle voie révolutionnaire.

7. Le Parti français doit aussi changer son nom et se présenter devant le monde entier comme le Parti Communiste de France.

8. A l'heure où la bourgeoisie décrète l'état de siège pour les ouvriers et leurs chefs, les camarades français doivent reconnaître la nécessité de combiner l'action légale avec l'action illégale.

9. Le Parti socialiste français, de même que tous les partis qui désirent adhérer à la III^e Internatio-

nale, doivent considérer comme strictement obligatoires toutes les décisions de l'Internationale communiste. L'Internationale communiste se rend très bien compte des conditions diverses dans lesquelles les travailleurs des différents pays sont contraints de lutter.

Voici l'essentiel, camarades, de ce que nous voulions vous dire.

Vos délégués, Cachin et Frossard, à la veille de leur départ, nous ont déclaré officiellement qu'ils acceptent les conditions posées par l'Internationale communiste. Ils ont déclaré que, de retour en France, ils proposeront au Parti socialiste français de rompre radicalement avec la vieille tactique des réformistes et d'en venir aux méthodes communistes.

Conclusion

Inutile d'ajouter que nous serons fort heureux si le mouvement ouvrier français s'engage enfin dans la vraie voie révolutionnaire. Nous suivrons avec une extrême attention la marche ultérieure des événements dans le Parti socialiste français. Et le Congrès donnera pleins pouvoirs à son Comité exécutif pour admettre votre Parti dans les rangs de l'Internationale communiste, si les conditions posées par le Congrès sont acceptées par vous et réellement observées.

Nous vous prions de nous faire connaître la véritable réponse de tous les ouvriers français.

Camarades, nous vous avons exprimé ouvertement nos opinions sur toute une série de questions à l'ordre du jour. Nous savons que, seuls un petit nombre de vos chefs s'associeront pleinement à tout ce que nous avons dit. Mais nous sommes persuadés que l'immense majorité des ouvriers conscients, des socialistes sincères et des syndicats révolutionnaires de France sera de cœur avec nous. Quelque forme que prennent dans l'avenir prochain nos relations ultérieures, nous avons la ferme conviction que le prolétariat français constituera un puissant Parti Communiste et occupera une des premières places dans la famille internationale du prolétariat luttant pour sa liberté.

Il n'est pas possible que la classe ouvrière révolutionnaire de France, avec ses splendides traditions révolutionnaires, sa haute culture, son esprit de sacrifice et son magnifique tempérament combatif, ne crée pas un puissant Parti Communiste à l'heure où commence l'agonie de la société bourgeoise.

Camarades, l'année prochaine le prolétariat international fêtera le cinquantenaire de la Commune de Paris, cette grande insurrection des travailleurs dont la révolution prolétarienne de Russie est la continuateur. Nous souhaitons de tout cœur au prolétariat français que ce cinquantième anniversaire de la Commune de Paris le trouve organisé en un puissant Parti Prolétarien Communiste, continuateur des meilleures traditions des communards parisiens et prêts à se lancer à l'assaut de la citadelle capitaliste.

Vive la classe ouvrière de France !

Vive le Parti Communiste français, puissant et uni !

Salut fraternel.

Le Bureau du II^e Congrès Mondial de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV, LENINE, G.-M. SERRATI,

Paul LEVI. A. ROSMER,

Moscou, 26 juillet 1920.

La Dictature du Proletariat

Le conservatisme de l'idéologie, de la théorie, des principes, la lenteur de leur adaptation au courant rapide de la vie, leur retard continué à l'égard des nouvelles et changeantes formes de la lutte, ont été notés plus d'une fois par le marxisme. Dans la lutte pour le Communisme, il nous arrive continuellement de nous heurter contre le fait de constater combien grande est encore la dépendance servile de l'ancienne idéologie même chez les meilleurs hommes du mouvement ouvrier contemporain, en tant que ces hommes ont été élevés dans l'atmosphère de l'Europe d'avant-guerre.

Ce conservatisme de la pensée se manifeste de la façon la plus éclatante quand on aborde la question de la dictature. Il apparaît que six années de guerre et de révolution (1914-1920) auraient dû éclaircir cette question définitivement, de tous les côtés, dans la pratique, par les faits de la vie quotidienne des masses, et pourtant même dans le milieu de camarades, adhérant d'une manière ou d'une autre à la 3^e Internationale, on entend plus d'une fois la question : « Qu'est-ce que la dictature du prolétariat ? » « Le mouvement ouvrier ne pourrait-il pas atteindre son but sans la dictature ? » « Pourquoi la dictature est-elle inévitable ? » J'ai entendu poser ces questions non seulement par la délégation des trade-unionistes anglais, mais aussi par certains membres de la délégation des socialistes italiens.

Quand on entend ces questions, il vient involontairement à l'esprit, que ceux qui les posent ont dormi pendant toute une période historique, et avant tout pendant la guerre mondiale de 1914-1918. Car ces années ont été un modèle de l'époque de la dictature et les moyens de faire la guerre ont été un modèle de l'application des méthodes dictatoriales pour gouverner un Etat.

Du point de vue de l'administration de l'Etat, la guerre impérialiste avait pour but de réunir et de mettre sous une direction unique, des millions d'hommes, d'assurer leur entretien et leur transport, et d'obliger ces millions d'hommes d'exécuter des tâches définies. Ces tâches étaient étrangères à ces millions d'hommes et étaient rattachées, pour chacun d'eux en particulier, et pour tous ensemble à des souffrances inouïes, à des privations et au risque de l'anéantissement. Comment donc les gouvernements de l'Europe, de l'Amérique et de l'Asie ont-ils réalisé cette tâche ? Par quelles méthodes ont-ils assuré le rassemblement, l'approvisionnement, le transport, la direction de ces millions d'hommes ? Par quelles méthodes sont-ils arrivés à ce que toute la vie politique, économique, sociale de l'Etat devint adaptée à servir les tâches posées par les gouvernements ? Est-ce par la voie de la démocratie ? Ou par celle du parlementarisme ? Ou par la réalisation de la souveraineté « du peuple » ?

La souveraineté du peuple, la démocratie, l'Etat, le parlementarisme ne sauraient, même au point de vue de leurs défenseurs hypocrites appartenant à la bourgeoisie, ne pas signifier la délibération et la solution au moins des questions les plus importantes de la vie politique et sociale par les citoyens « libres » et « égaux » devant la loi.

Et pourtant, aujourd'hui, le paysan le plus inculte du plus arriéré des pays entraînés dans la guerre, sait que l'administration de l'Etat pendant les an-

nées 1914-1918 ne fut, aussi bien dans son ensemble que dans chaque particularité, qu'une négation éclatante, simple, élémentaire de cette thèse de la démocratie bourgeoise. La démocratie, les parlements, les élections, la liberté de la presse restaient — en tant qu'ils existaient en général — un simple paravent : en fait, tous les Etats entraînés dans la guerre, c'est-à-dire ceux du monde entier, étaient gouvernés par les méthodes de la dictature laquelle a exploité, quand cela était dans son intérêt et commode, et les élections, et les parlements, et la presse.

Il faudrait être un aveugle stupide, ou bien un trompeur des masses pour ne pas voir, ou pour dissimuler ce fait fondamental : les Etats bourgeois de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique, pendant la période la plus critique de leur histoire, au moment de la lutte pour leur existence, se défendaient non par la voie de la démocratie et du parlementarisme, mais par celle du passage ouvert aux méthodes de la dictature.

C'était la dictature des états-majors du corps d'officiers et de la lourde industrie, à qui appartenait non seulement dans son essence, mais aussi dans sa forme le pouvoir dans l'armée et dans le pays, qui disposaient non seulement de la vie, mais aussi de la propriété de tout le pays et de chaque citoyen vivant ou qu'il soit encore à naître. Les emprunts militaires et les dettes de MM. Romanoff, Hohenzollern, Clemenceau et Lloyd George ont été calculés en vue de la vie et du travail des générations à venir. Pendant plusieurs années s'est développé, à la face de l'humanité entière, un tableau de la pratique de la dictature dominant le monde entier, définissant tout, réglant tout, pénétrant tout, ayant confirmé sa réalité par vingt millions de cadavres sur les champs de l'Europe et de l'Asie. Par conséquent, il est naturel qu'à la question : « Qu'est-ce que la dictature ? » les Communistes répondent : « Ouvrez vos yeux et vous verrez devant vous un système très bien développé de la dictature bourgeoise qui atteint son but, car elle a opéré une pareille concentration du pouvoir entre les mains d'un petit nombre d'impérialistes mondiaux, qui leur a permis d'avoir fait leur guerre et d'atteindre leur paix (celle de Versailles). Ne faites pas semblant de croire que la dictature — comme un système de gouvernement, comme une forme du pouvoir — peut encore effrayer quelqu'un, sauf les vieilles femmes du pacifisme petit-bourgeois. La dictature du prolétariat ôte de la selle non « l'égalité », « la liberté » et « la démocratie », mais uniquement la dictature bourgeoise qui, pendant les années 1914 à 1918, a fait voir qu'elle était la forme du pouvoir la plus sanglante, la plus tyrannique, la plus impitoyable, la plus cynique et hypocrite qui ait jamais été pratiquée.

Les théoriciens du Communisme, à commencer par Karl Marx, ont cependant prouvé depuis longtemps que la dictature du prolétariat n'a pas pour but de remplacer la bourgeoisie par le prolétariat à la machine existante de l'Administration d'Etat. La dictature du prolétariat a pour tâche de briser l'appareil même du pouvoir politique, créé par la bourgeoisie, et de le remplacer par un autre, créé sur d'autres bases et s'appuyant sur de nouvelles relations entre les classes.

La dictature du prolétariat apparaît sur les programmes des partis socialistes pas plus tard que dans les années 70 au XIX^e siècle. Cependant, pendant toute la période de la 2^e Internationale elle n'est jamais, en aucun cas, devenue un problème pratique d'actualité et n'a attiré l'attention ni des praticiens, ni des théoriciens du mouvement ouvrier. Ce n'est que lorsque, dans les années 1914-1918, à travers le voile de la démocratie, du parlementarisme et des libertés politiques se montrèrent clairement les traits de la dictature bourgeoise, que l'idée de la dictature du prolétariat est devenue une force réelle. Elle est devenue cette force parce que — selon l'expression de Marx — elle a conquis les masses des prolétaires.

Dans le programme du Parti Social-Démocrate russe de 1903, programme qui ne voulait être qu'une expression exacte et corrigée du programme des Partis Social-Démocrates formés auparavant et qui comprenait alors en 1903, les bolcheviks et les mencheviks, l'idée de la dictature du prolétariat est exprimée comme suit :

« La condition indispensable de la révolution sociale est la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la conquête, par le prolétariat, d'un pouvoir politique qui lui permette d'étouffer toute résistance des exploités. »

Cette définition est entrée en entier dans le programme du Parti Communiste russe.

Les auteurs du programme de 1903 ne pouvaient nullement prévoir les conditions réelles dans lesquelles le prolétariat de tel ou tel pays serait obligé de prendre le pouvoir dans ses mains. Certainement, ils n'ont pas même essayé, alors, de définir dans quelle mesure la dictature du prolétariat serait liée à la construction d'une armée prolétarienne (rouge), avec la pratique de la terreur, avec la limitation des libertés politiques. Ils devaient souligner et ont souligné, non ces éléments chargeants de la dictature du prolétariat, différents dans différents pays, mais son trait fondamental et invariable, obligatoire pour n'importe quel pays et pour n'importe quelles conditions historiques dans lesquelles le prolétariat prend le pouvoir.

Le prolétariat ne s'empare pas simplement du pouvoir ; en le conquérant, il lui communique le caractère, le degré de concentration, d'énergie, d'absoluité, d'illimitation qui, d'après les termes du programme, « lui permettront d'étouffer toute résistance d'exploiteurs ». Voici le trait principal de la dictature prolétarienne.

Ainsi, la dictature du prolétariat est une organisation de l'Etat et une forme d'administration des affaires d'Etat qui, pendant la période de la transition du capitalisme au communisme, permet au prolétariat, en sa qualité de classe dominante, d'étouffer toute résistance des exploités à l'œuvre de la construction socialiste.

Maintenant, il est clair que la question même de la nécessité, de l'inévitabilité de la dictature prolétarienne pour tout pays capitaliste est rattachée à la question de l'inévitabilité de la résistance des exploités, au fait de leur expropriation par la société socialiste, ou, plus exactement, en route vers le socialisme. De même, la question de degré de la sévérité de la dictature, des dimensions et des conditions de la limitation des droits politiques de la bourgeoisie et, en général, de la limitation des libertés politiques, de l'application des méthodes terroristes, etc., est liée indissolublement à la question du degré, des formes, de l'opiniâtreté et de l'organisation de la résistance des exploités.

Celui qui exprime un doute sur l'inévitabilité de la dictature du prolétariat comme une étape nécessaire dans la marche vers la société socialiste, exprime par là même, le doute au sujet de la résistance de la bourgeoisie au prolétariat à l'heure décisive de l'expropriation des expropriés.

La propagande basée sur ce doute peut être dictée ou par la sottise individuelle, ou par l'intérêt qu'a tel ou tel groupe à dissimuler au prolétariat les conditions de la lutte à venir et à l'empêcher de se préparer pour cette lutte. Mais lorsque des hommes qui s'appellent socialistes, déclarent que le chemin de la dictature, admis et explicable pour la Russie, n'est nullement obligatoire ou inévitable pour les autres pays capitalistes, cette déclaration est directement contraire à la vérité. Il est vrai que la bourgeoisie russe a toujours été — jusqu'à la révolution d'octobre — la moins organisée, la moins consciente comme classe, la moins unie parmi les bourgeoisies des pays de vieille culture capitaliste. Les paysans russes n'ont pas eu le temps de faire naître un corps de paysans fort et uni politiquement, corps qui sert de fondement à la série des partis bourgeois de l'Occident. La petite bourgeoisie des villes russes, opprimée et sans aucune culture politique, n'a jamais présenté quelque chose de semblable aux groupes de la population qui, en Occident, fournissent et soutiennent les partis du « socialisme chrétien » et de l'antisémitisme.

Les premiers coups de la révolution prolétarienne mondiale sont tombés sur ce milieu arriéré au point de vue politique, peu actif et désorganisé. Par conséquent, il faut considérer « la résistance des exploités » aux coups du prolétariat russe comme relativement faible, mais faible uniquement en comparaison de l'activité que pourrait déployer la bourgeoisie de n'importe quel pays de l'Europe. L'élément de résistance active, qui a prolongé la lutte pendant trois ans, n'a pas été la force organisée de la bourgeoisie russe, mais, avant tout, les interventionnistes étrangers, et la bourgeoisie des pays limitrophes (la Finlande, la Lithuanie, la Pologne, l'Ukraine) qui ont réussi, sous le drapeau nationaliste et en exploitant la haine séculaire envers la Russie tsariste, à réunir pour résister au prolétariat russe, certains groupes organisés. Si ce n'était ces circonstances fortuites, la résistance de la bourgeoisie russe aurait été écrasée non en trois ans, mais en trois mois, et l'appareil prolétarien du pouvoir d'Etat aurait, naturellement, dirigé toute son énergie sur d'autres objets.

Conformément au caractère de la résistance qu'on pouvait attendre des classes possédantes russes et de leur organisation, la dictature du prolétariat en Russie a eu sa période « d'illusions roses » et de « jeunesse sentimentale ».

Rien n'est plus erroné que de supposer que ce prolétariat russe, ou même son guide — le Parti Communiste — soit arrivé au pouvoir avec des formules préparées d'avance, des moyens pratiques pour réaliser la dictature. Il n'y a que les ignorants « socialistes », ou les charlatans, pour affirmer que les Communistes russes sont arrivés au pouvoir avec un plan tout préparé d'une armée permanente, de commissions extraordinaires, et de la limitation des libertés politiques, moyens auxquels le prolétariat russe, éclairé par une amère expérience, n'a eu recours que plus tard, pour sa propre défense. Son œuvre a été sauvée parce qu'il a rapidement escompté cette expérience et a appliqué, avec une énergie invincible,

ces méthodes de lutte, s'étant convaincu de leur inévitabilité.

Le passage du pouvoir aux Soviets et la formation d'un nouveau gouvernement ouvrier et paysan ont eu lieu le 7 novembre 1917. La confusion et le manque d'organisation chez la bourgeoisie ont été tellement graves, que cette dernière n'a pu dresser, contre les ouvriers, aucune force tant soit peu considérable. La résistance du gouvernement de Kerensky a été brisée en quelques jours. Les élections à l'Assemblée Constituante continuèrent. Tous les partis — celui de Milioukov inclus — continuaient à exister ouvertement. Tous les journaux bourgeois continuaient à paraître. La peine de mort a été abolie. L'armée fut démobilisée. Le gouvernement n'avait gardé aucune force armée, sauf les détachements volontaires d'ouvriers armés. Les ministres du gouvernement de Kerensky, chefs du parti socialiste-révolutionnaire : Avksentiev, Gotz, Zenzinov; les généraux Krasnov et autres, devenus plus tard les chefs de la lutte armée contre le pouvoir des Soviets et membres des gouvernements insurrectionnels de la Sibérie, du Don et du Midi, arrêtés pendant les premiers jours, ont été libérés. Les généraux Denikine, Markof, Erdeli et autres se trouvent jusqu'au 20 novembre entre les mains du pouvoir des Soviets et s'en échappent vivants.

Oui, c'était la période des « illusions roses ». Elle a duré plusieurs mois.

Les conditions ne commencent à changer que vers avril-mai 1918. Ce n'est qu'en avril 1918 qu'est publié le décret concernant la création d'une Armée Rouge. Ce n'est qu'en avril que les commissions extraordinaires obtiennent le droit de faire fusiller les bandits pris en flagrant délit et les officiers se rendant chez Kornilov obéissant à l'ordre d'une mobilisation secrète. Ce n'est que le 18 juin que le tribunal prononce le premier arrêt de mort dans l'affaire de l'amiral qui avait commandé la flotte Baltique. Ce n'est qu'en mai que sont prises les mesures pour arrêter la publication des journaux bourgeois (au moment de leur fermeture, en juin 1918, il était publié, rien qu'à Moscou, jusqu'à trente journaux bourgeois contre trois journaux des Soviets). Ce n'est qu'en juin 1918 que les mencheviks sont chassés des Soviets.

Ainsi, il se passe plus de six mois (novembre 1917 à avril-mai 1918) depuis le moment de la formation du gouvernement des Soviets jusqu'à l'application pratique par le prolétariat de sévères mesures dictatoriales. Cette aggravation du régime de la dictature fut provoquée par une série de faits très élémentaires : en avril, s'organise à Kiev le gouvernement de Skorapadsky ; en mai, a lieu l'insurrection des Tchéco-Slovaques, leur emprise sur le réseau des chemins de fer et la formation du pouvoir socialiste-révolutionnaire dans l'Est ; également en mai, la contre-révolution cosaque sur le Don — cette Vendée russe — prend de grandes proportions, sous la conduite du général Krasnov. Parallèlement à cela s'opère la concentration de toute l'attention et de toute l'énergie de la classe ouvrière sur les problèmes de la guerre, et l'état des Soviets se transforme en un camp du prolétariat armé.

Telle est l'expérience du prolétariat russe. Aujourd'hui, nous connaissons l'expérience de la lutte de classes pour un état prolétarien en Finlande, en Hongrie et en Allemagne. La principale différence entre l'expérience de la Hongrie, de la Finlande et de l'Allemagne et l'expérience russe consiste en ceci que la bourgeoisie de ces pays, ainsi qu'il fallait s'y attendre, s'est montrée beau-

coup plus organisée, unie et capable de combattre que la Russie bourgeoise. La période de sa surprise fut beaucoup plus courte ; elle s'est transformée plus rapidement et plus énergiquement en contre-offensive à l'égard du prolétariat, et par cela même a raccourci la période des illusions du prolétariat lui-même sur le caractère de sa dictature. L'expérience faite par les prolétaires de Russie, de Finlande, de Hongrie et d'Allemagne nous permet d'établir une certaine loi empirique du développement de la dictature du prolétariat. Cette loi peut être formulée à peu près de la façon suivante : Le fait de la conquête par le prolétariat du pouvoir politique central ne termine nullement la lutte pour ce pouvoir, mais sert uniquement de commencement à une période nouvelle et la plus exaspérée de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Après le premier coup de la révolution prolétarienne et la prise par elle de l'appareil central du pouvoir, la bourgeoisie a inévitablement besoin d'un certain temps pour la mobilisation de ses forces, pour le rassemblement de ses réserves et leur mise en ordre. Son passage à la contre-offensive ouvre ensuite l'époque d'une guerre ouverte, d'une résistance armée des deux côtés. C'est justement dans cette période que le pouvoir d'Etat du prolétariat prend les traits accusés d'une dictature : l'armée rouge, la terreur dans la suppression des exploités et de leurs alliés, la limitation des libertés politiques deviennent inévitables, si le prolétariat refuse d'abandonner sans lutte le pouvoir par lui conquis.

La dictature du prolétariat est, par conséquent, la forme du gouvernement de l'Etat la plus appropriée à la guerre contre la bourgeoisie, et elle assure de la façon la plus rapide la victoire du prolétariat dans cette guerre.

Y a-t-il quelque raison de supposer que cette guerre prendra, en Europe, des formes moins aiguës, que la bourgeoisie européenne assistera avec un cœur plus placide à l'expropriation de ses richesses par le prolétariat ? Un homme raisonnable pourra-t-il baser sa tactique sur la supposition que la bourgeoisie européenne n'opposera pas au prolétariat au pouvoir toute la résistance dont elle sera capable ? Peut-on supposer que, entrée en guerre contre le prolétariat détenant le pouvoir, la bourgeoisie européenne se montrera moins armée, moins prête à la lutte, moins unie et prudente que la bourgeoisie de Russie, de Finlande ou de Hongrie ? Peut-on penser qu'elle s'arrêtera devant n'importe quel moyen, à partir d'une alliance, allant loin, avec les traîtres du socialisme du camp de la 2^e Internationale jusqu'au bombardement des quartiers ouvriers et à l'application des méthodes techniques supérieures de l'étranglement de l'adversaire pendant la guerre ?

Qu'est-ce donc que peut signifier, dans ces conditions, le doute au sujet de l'inévitabilité des méthodes de la dictature prolétarienne ou le refus d'un travail quotidien pour préparer le prolétariat à exploiter les méthodes de la dictature dans la lutte à venir ? Marcher vers la prise du pouvoir sans l'espoir de le garder et sans préparer les conditions nécessaires pour cela, ne serait qu'une simple aventure ; mais reconnaître la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat et douter de la nécessité de la dictature de ce dernier, renoncer à éclairer les masses ouvrières dans cette direction, c'est préparer consciemment la trahison de l'œuvre du socialisme. Celui qui ne reconnaît pas la nécessité de la dictature prolétarienne la plus sévère à l'époque de la transition du capitalisme au socialisme, qui ne prépare pas les conditions

nécessaires pour que le prolétariat, s'étant emparé de l'appareil central du pouvoir, le dirige immédiatement vers l'étouffement de la résistance des exploités ; qui n'indique pas, dès maintenant, au prolétariat, comme condition inévitable de sa victoire, la nécessité d'une lutte armée et de sévères mesures contre la trahison et les hésitations et ne l'arme pas des moyens de lutte correspondants, celui-là prépare la perte du prolétariat et sauve la bourgeoisie.

Mais si la dictature du prolétariat est l'organisation du pouvoir la mieux adaptée à la guerre contre la bourgeoisie et à la répression de sa résistance, alors nous obtenons la réponse à la question qui est ordinairement posée aux communistes de la part des syndicalistes de toute couleur. Les syndicalistes, même en reconnaissant la dictature du prolétariat, ne peuvent pas renoncer à leurs vieux préjugés contre le parti politique du prolétariat. Par conséquent, la question est la suivante : quelle est l'organisation qui pourra réaliser la tâche de la dictature ?

Il est hors de doute que, au moment de la guerre décisive des classes, le pouvoir de la direction et de la contrainte doit se trouver entre les mains d'une certaine organisation capable d'assumer la responsabilité pour chacune de ses entreprises et de garantir la suite logique de ces dernières. L'armée du prolétariat en état de guerre doit posséder son état-major général. En conduisant à l'assaut ses régiments, cet état-major doit être capable d'embrasser d'un coup d'œil tout l'ensemble des conditions internationales, politiques et économiques de la lutte. Il doit avoir une égale autorité pour toutes les sortes d'armes dont dispose la classe ouvrière. Il doit pouvoir faire exécuter ses décisions aussi bien par les associations professionnelles que par les coopératives ouvrières, par les comités d'usines, par les associations de la jeunesse ouvrière, par l'appareil de l'agitation de presse et par les détachements d'ouvriers en armes.

Mais dans le moment où l'ancien pouvoir est renversé et où l'appareil de l'administration d'Etat est aux mains du prolétariat insurgé, le même état-major général devient chargé d'autres tâches. La victoire du prolétariat signifie la désorganisation de toute la vieille vie sociale. La création d'une nouvelle armée, le problème de l'approvisionnement du pays, la mise au point, sur des principes nouveaux, de l'industrie, l'organisation des tribunaux, l'établissement des relations avec les paysans, les rapports diplomatiques avec d'autres pays, tout cela devient, d'un coup, la tâche principale de l'état-major général de l'armée victorieuse du prolétariat. Tout retard apporté à la solution de n'importe lequel de ces problèmes et toute hésitation dans les décisions sont capables de porter le plus grand préjudice au développement victorieux ultérieur de la révolution prolétarienne.

Ainsi, cet état-major général doit présenter un tout centralisé, organisé, responsable, et préparé à l'étude et à la solution de tous les problèmes pratiques, sociaux et diplomatiques. L'organisation qui pourrait satisfaire à toutes ces conditions et remplir les tâches qui lui incombent, peut être appelée par n'importe quel nom, mais, en réalité, et si l'on exclut le jeu de mots, cette organisation ne saurait être que le parti politique du prolétariat, c'est-à-dire l'organisation des éléments révolutionnaires les plus avancés du prolétariat, relevés par la communauté du programme politique et par une discipline de fer.

Une pareille organisation ne saurait être créée en un jour ni même en une semaine ; elle ne peut

se former qu'après une longue recherche et une sélection des chefs expérimentés, ayant prouvé par leur travail quotidien leur capacité pour apprécier chacune des formes de la lutte ouvrière et les intérêts de chaque groupe séparé de la classe ouvrière à un point de vue plus élevé des intérêts communs de toute la classe ouvrière dans son ensemble.

Le plus grand malheur qui pourrait arriver à l'armée prolétarienne, ayant enlevé les forteresses du capitalisme, serait le cas où l'appareil de la direction se trouverait entre les mains des hommes, des groupes ou des organisations dont toute l'activité antérieure serait formée uniquement dans la sphère du mouvement ouvrier.

L'étouffement de la résistance des exploités, — ce qui est la tâche fondamentale de la dictature, — n'est pas un problème uniquement militaire, ou politique, ou économique ; c'est un problème, en même temps militaire, politique et économique. La résistance des exploités ne morte dans la lutte armée que sa forme la plus agüe. Mais, à côté de cela, les paysans riches ne voulant pas se séparer du pain nécessaire aux affamés ; les ingénieurs qui sabotent l'industrie, ou les banquiers, cachant leurs livres pour brouiller les comptes mutuels des entreprises industrielles, sont des éléments non moins importants de la résistance de la bourgeoisie. La suppression de toutes ces formes variées de la résistance peut être aussi peu l'œuvre d'une organisation sortie de la sphère étroite du mouvement ouvrier professionnel que, par exemple, d'une organisation sortie de la sphère de la coopération ouvrière. Cette suppression ne saurait être atteinte avec succès que par une organisation commune de tous les travailleurs, dans la forme de leurs Soviets, dans lesquels sont représentées toutes les formes du mouvement ouvrier et qui sont guidés par le parti politique qui concentre en lui toute l'expérience de la lutte antérieure de la classe ouvrière.

A l'époque de la dictature du prolétariat, le parti communiste est encore plus nécessaire à la classe ouvrière qu'à une autre époque quelconque. Il est la condition indispensable de la victoire. En fait, le refus de travailler à sa création et à sa consolidation signifie le refus d'une conduite conforme au but de la guerre de classe, c'est-à-dire le renoncement à la dictature, aux conditions de la victoire du socialisme, — ce qui peut amener la trahison la plus funeste, même si elle est inconsciente, de la cause ouvrière, en privant le prolétariat, au moment le plus grave, de son arme la plus importante. Celui qui doute de la nécessité de la dictature du prolétariat comme d'une étape indispensable sur le chemin menant à la victoire sur la bourgeoisie, facilite pour cette dernière les conditions de sa victoire ; celui qui doute ou qui renie le parti politique du prolétariat prépare l'affaiblissement et la désorganisation des masses ouvrières.

L. KAMENEV.



LÉNINE, par Maxime GORKI

Bien que partisan de la théorie qui affirme que le rôle de l'individu dans le processus du développement de la culture est insignifiant, V.-I. Lénine m'apparaît comme une source d'énergie sans l'influence de laquelle la révolution russe n'aurait pu prendre la forme qu'elle a prise.

Un jour, j'ai comparé Lénine, relativement, à Pierre le Grand, et l'on s'est moqué de cette comparaison, qu'on trouvait exagérée. Mais c'était justement une comparaison relative : pour moi, le rôle de Lénine comme réformateur social de la Russie est inférieur à son importance comme révolutionnaire mondial. Il n'est pas seulement l'homme, à la volonté duquel l'histoire a confié la terrible tâche de remuer jusqu'au fond la fourmilière humaine-bigarrée, mal bâtie et paresseuse qu'on nomme la Russie ; sa volonté est un bélier infatigable, dont les coups ébranlent puissamment les Etats capitalistes d'Occident aux constructions monumentales, et les blocs séculaires des Empires despotiques exécrables de l'Orient.

Je continue à penser, comme je le pensais il y a deux ans, que pour Lénine, la Russie n'est que le matériel d'une expérience commencée à l'échelle mondiale, planétaire. Auparavant cette idée, assombrie par un sentiment de pitié pour le peuple russe, m'indignait ; mais après avoir observé que le cours des événements de la révolution russe, en s'élargissant et en s'approfondissant, éveille et organise de plus en plus des forces capables de détruire les bases du régime capitaliste, je trouve maintenant que si la Russie est destinée à servir d'objet d'expérience, il serait injuste d'en rendre responsable l'homme qui s'efforce de transformer l'énergie potentielle des masses laborieuses de Russie en énergie effective, en énergie cinétique.

Chacun reçoit ce qu'il a mérité, et cela est juste. Un peuple qui s'est corrompu dans l'atmosphère étouffante de la monarchie, un peuple dépourvu d'activité et de volonté, manquant de foi en lui-même, pas suffisamment « bourgeois » pour être fort dans la résistance et pas assez fort pour tuer en lui l'effort misérable, mais tenace, vers le bien-être bourgeois, ce peuple selon la logique de son histoire sans génie, doit évidemment vivre tous les drames et toutes les tragédies obligatoires pour un être passif et qui vit à l'époque d'une féroce lutte de classes, dont l'expression la plus répugnante est cette turpitude sanglante qu'on appelle la guerre de 1914-1918.

Bien entendu, je n'ai pas l'intention d'écrire un discours pour défendre ou justifier V. Lénine. Cela n'est nécessaire ni pour lui, ni pour

moi. Mais je le connais un peu, et quand « les gens qui pensent objectivement » l'accusent d'être l'instigateur d'une guerre civile et cruelle, de la terreur, et d'autres crimes analogues, je me souviens de Lloyd George qui, en 1913-14, prononçait des discours élogieux à l'adresse du peuple allemand, quand il accompagnait une excursion d'instituteurs anglais en Allemagne et recevait des instituteurs allemands en Angleterre, et qui, dans le même temps, aiguillait des baïonnettes et fabriquait des obus destinés à mettre les Allemands en pièces.

Tous ces « grands hommes » : le plus infâme cynique, Clemenceau ; le « naïf démocrate romantique » Woodrow Wilson ; les socialistes, qui votaient les crédits pour l'organisation de la guerre européenne ; les savants, qui découvraient les gaz asphyxiants, et autres horreurs : les poètes, qui maudissaient, en 1914, les Allemands et, en 1918, les Anglais ; toute cette moisissure et cette rouille d'une vieille société en décomposition, c'est elle qui, de sa main abjecte, a porté une blessure profonde, peut-être mortelle, à la culture européenne ; c'est elle qui continue de martyriser avec sadisme le corps de la Russie, en contribuant à la continuation de la guerre civile, en étouffant notre pays par le blocus, en tuant ses petits enfants par la faim et le froid.

Les erreurs — s'il est nécessaire d'en parler — ne sont pas des crimes. Les erreurs de Lénine sont les erreurs d'un homme honnête, et il n'y a pas encore eu au monde un seul réformateur qui ait agi d'une manière infaillible. Mais eux, Lloyd George, Clemenceau et Cie, agissent infailliblement, comme de véritables forçats, comme des assassins de profession, quand ils condamnent aux tourments de la faim et du froid tout un peuple, et quand ils favorisent la continuation d'une guerre civile tout à fait insensée, car, en dehors des « bolcheviks » il n'y a pas en Russie de forces capables de prendre en mains le pouvoir et d'éveiller l'énergie du peuple épuisé, énergie indispensable pour le travail productif.

Pour en revenir à Lénine, je dois dire que mes sympathies personnelles pour lui ne jouent aucun rôle au moment où j'écris à son sujet. Je l'envisage comme un être soumis à mon observation, tout comme d'autres gens et d'autres phénomènes qui ne peuvent pas ne pas m'intéresser, en tant qu'écrivain décrivant la vie de mon pays.

Voyez, cet homme prononce un discours à un meeting d'ouvriers ; il parle en termes extrêmement simples, avec une langue de fer, avec la logique d'une hache : mais dans ces rudes paroles je n'ai jamais entendu de déma-

gogie grossière, ni aucune recherche banale de la belle phrase. Il parle toujours de la même chose : de la nécessité de supprimer jusqu'à la racine l'inégalité sociale des hommes et des moyens d'y parvenir. Cette antique vérité retentit sur ses lèvres avec un son âpre, implacable : on sent toujours qu'il croit inébranlablement en elle ; on sent combien est calme sa foi, foi d'un fanatique, mais d'un fanatique-savant, et non d'un métaphysicien, d'un mystique.

Il me semble que ce qui est individuel ne l'intéresse presque pas : il ne pense qu'aux partis, aux masses, aux Etats, et en cela il a le don de la prévision, de l'intuition géniale d'un penseur-expérimentateur. Il possède cette heureuse clarté de pensée que l'on n'atteint que grâce à un travail intensif et ininterrompu.

Un Français me demandait un jour :

— Ne trouvez-vous pas que Lénine c'est une guillotine qui pense ?

— Pour moi, je comparerais le travail de sa pensée aux coups d'un marteau qui, doué de la vue, écrase et détruit précisément ce qui, depuis longtemps, doit disparaître.

Aux petits bourgeois de tous les pays Lénine doit naturellement apparaître comme un Attila, venu pour détruire la Rome du bien-être et du confort bourgeois, basés sur l'esclavage, le sang et le pillage. Mais de même que la Rome antique a mérité sa perte, de même les crimes du monde contemporain justifient la nécessité de sa destruction. C'est là une nécessité historique : rien, ni personne ne pourront l'écarter.

On entend s'élever des plaintes sur la valeur de la culture européenne, sur la nécessité de la défendre contre l'invasion des nouveaux Huns... Ces discours ne sont sincères et ne signifient quelque chose que dans la bouche d'un révolutionnaire ; mais dans la bouche des organisateurs et des complices du honteux massacre de 1914-1918, ce sont d'écœurants mensonges.

Le processus du développement de la culture, si l'on entend par ces mots le développement progressif de l'art, de la science, de la technique, et de l'« humanisation » des êtres qui accompagne ce développement et qui en résulte, ce processus, évidemment, ne peut être ralenti par le fait nouveau qu'au travail culturel prendront une part active non plus des dizaines de milliers d'individus, mais des masses de plusieurs millions.

Parfois l'audace de l'imagination, obligatoire pour un homme de lettres, pose devant moi cette question :

Comment Lénine voit-il le monde nouveau ?

Et devant moi se déroule le tableau grandiose de la terre devenue une émeraude gigantesque ornée des facettes du travail d'une humanité libre. Tous les hommes sont raisonnables et chacun a le sentiment de la responsabilité personnelle pour tout ce qui est fait par lui et

autour de lui. Partout, des villes-jardins, renferment de majestueux palais ; partout travaillent pour l'homme les forces de la nature soumises et organisées par son esprit, et lui-même est devenu — enfin ! — le maître effectif des éléments. Son énergie physique ne se perd plus en un travail grossier et sale ; elle se transforme en énergie spirituelle, et toute sa puissance est consacrée à l'étude des problèmes fondamentaux de la vie, à la solution desquels se heurte en vain depuis des siècles la pensée, la pensée ébranlée, morcelée par les efforts nécessaires pour expliquer et justifier les phénomènes de la lutte sociale, épuisée par le drame inévitable de la reconnaissance de deux principes inconciliables.

Devenu plus noble sous le rapport de la technique, plus judicieux au point de vue social, le travail est devenu la jouissance de l'homme. Réellement affranchie, enfin, la raison de l'homme — le principe le plus précieux au monde — est devenue intrépide.

Intrépidité de l'esprit et sagacité profonde en matière politique, tels sont les traits essentiels de la nature de Lénine. Le monde n'avait jamais entendu la langue que parle la diplomatie, inspirée par lui. Certes, c'est une langue qui déchire grossièrement les oreilles délicates des diplomates en fracs et en smokings, mais c'est une langue terriblement véridique. Et la vérité sera grossière jusqu'à ce que nous, les hommes, nous ne l'aurons pas nous-mêmes embellie, comme notre musique qui est une des belles vérités créées par nous.

Je ne pense pas que j'aie prêté à Lénine des rêves qui lui sont étrangers ; je ne pense pas que je « romantise » cet homme ; je ne puis me le représenter à moi-même sans ce superbe rêve du bonheur futur de tous les êtres, et d'une vie lumineuse et joyeuse. Plus un homme est grand, plus hardi est son rêve.

Lénine est plus homme que quiconque de nos contemporains, et bien que sa pensée soit évidemment occupée avant tout, de combinaisons politiques, qu'un romantique doit qualifier d'« étroitement pratiques », je suis persuadé qu'à ses rares minutes de détente, cette pensée militante se laisse emporter vers un avenir de beauté bien plus loin et voit beaucoup plus que je ne puis me le figurer moi-même.

Le but fondamental de toute la vie de Lénine, c'est le bonheur de l'humanité, et c'est pourquoi il doit fatalement entrevoir dans le lointain des siècles à venir le terme de ce processus magnifique, à l'origine duquel s'est consacrée toute sa volonté avec le courage d'un ascète. Il est idéaliste, si l'on comprend par cette expression la réunion de toutes les forces de la nature en une seule idée : l'idée du bonheur général. Sa vie privée est telle qu'à une époque de grande foi religieuse on aurait regardé Lénine comme un saint.

Je sais : cela mettra en fureur les petits bourgeois ; beaucoup de camarades se moqueront, et Lénine lui-même partira d'un joyeux éclat

de rire. Saint, c'est là effectivement un terme paradoxal et comique appliqué à un homme pour lequel « il n'y a absolument rien de saint », comme a dit de lui le vieil « homme de Dieu », l'ex-révolutionnaire N. Tchaïkovski. Un saint, Lénine, que le chef des conservateurs anglais, M. Churchill, homme de bonne éducation et de haute culture, considère comme « l'homme le plus féroce et le plus exécrationnel ! »

Mais, l'honorable personnage ne pourra nier que la sainteté de l'église a rarement exclu la férocité et la cruauté, témoin les luttes sanglantes des Pères de l'église aux Conciles œcuméniques, l'Inquisition, et quantité d'autres abominations. D'autre part, le domaine de l'activité civique a donné naissance dans tous les temps à un nombre beaucoup plus grand de gens vraiment saints, si l'on comprend sous ce terme de sainteté le dévouement désintéressé, intrépidité, aux intérêts du peuple, de la liberté, de la vérité.

Réaliste sévère, politicien spirituel, Lénine devient peu à peu un personnage légendaire. Et cela est bien.

Des villages lointains de l'Inde, parcourant des centaines de verstes par des sentiers de montagne et à travers des forêts, en cachette, risquant leur vie, arrivent à Caboul, à la mission russe, des Hindous écrasés sous le joug séculaire des fonctionnaires britanniques ; ils arrivent et demandent :

Qui est-ce Lénine ?

Et à l'autre extrémité de la terre, l'on entend des ouvriers norvégiens dire à un russe indifférent :

Lénine, c'est le gars le plus honnête. Il n'a pas encore eu son pareil sur la terre.

Je dis : cela est bien. La plupart des gens ont absolument besoin de croire pour pouvoir commencer à agir. Ce serait trop long d'attendre qu'ils se mettent à penser et à comprendre, et pendant ce temps le mauvais génie du capital les étouffe de plus en plus vite par la misère, l'alcoolisme, l'épuisement.

Il me semble aussi nécessaire de noter que Lénine n'est pas exempt des entraînements de l'amitié, et qu'en général rien de ce qui est humain ne lui est étranger. L'on éprouve un vague sentiment de gêne et de ridicule à parler de cela, mais les petits bourgeois du monde entier sont si effrayés, et M. Churchill, les yeux fixés sur l'Orient, s'irrite si furieusement et d'une manière si nuisible pour sa santé ! Comme j'ai bon cœur, je me crois obligé de rassurer quelque peu les gens effrayés, irrités, et tous les ennemis du chef du « bolchevisme ».

Il arrive que Lénine estime les qualités des gens en leur propre faveur et au détriment de la cause. Mais presque toujours ses jugements défavorables — et qui paraissent d'abord non fondés — sont confirmés inévitablement par la conduite des gens qu'il avait jugés défavorablement avant d'avoir vu les résultats de leurs travaux. Cela prouve peut-être que Lénine

sent mieux les défauts que les qualités des gens, mais aussi qu'en général et partout il y a beaucoup plus de gens mauvais que de gens utiles.

Parfois, dans cette rude politique brille la flamme d'une tendresse presque féminine pour l'homme, et je suis sûr que la terre lui fait éprouver des souffrances insupportables, bien qu'il sache très habilement les dissimuler. Il est invraisemblable et inadmissible que des hommes, destinés par l'histoire à cette contradiction inconciliable : tuer les uns pour la liberté des autres, n'éprouvent pas des tourments qui accablent l'âme. Je connais les yeux, dans lesquels cette douleur cuisante s'est figée pour toujours, pour toute la vie. Tout meurtre me répugne organiquement, mais ces gens sont des martyrs, et jamais ma conscience ne me permettrait de les condamner.

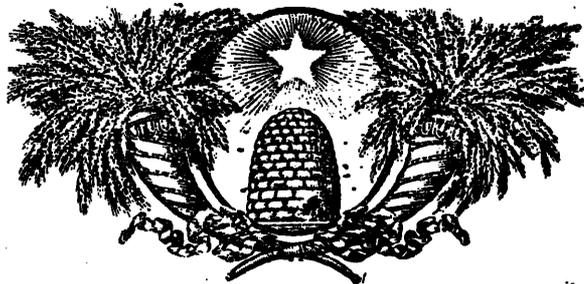
Je remarque que, parlant de Lénine, l'on a involontairement l'envie de parler de toutes choses — et évidemment, il ne peut en être autrement quand on parle d'un homme qui est au centre et au-dessus de tout. Bien entendu, l'on peut dire sur lui, en particulier, beaucoup plus de choses que ce qui est dit ici. Mais je suis gêné par la modestie de cet homme, absolument dépourvu d'ambition : je sais que le peu que j'ai dit lui paraîtra superflu, exagéré et ridicule. Soit, qu'il se mette à rire, comme il le fait si bien ; mais j'espère que beaucoup de gens ne liront pas ces lignes sans profit pour eux-mêmes.

Dans ces lignes, il s'agissait d'un homme, qui a eu l'audace de commencer le processus de la révolution sociale européenne dans un pays où bon nombre de paysans veulent devenir des bourgeois repus, et rien que cela. Cette audace, beaucoup la regardent comme une folie. J'ai commencé mon travail d'instigateur de l'esprit révolutionnaire par un hymne à la folie des braves.

Il fut un temps où une pitié naturelle pour le peuple russe m'avait poussé à considérer cette folie presque comme un crime. Mais maintenant, lorsque je vois que ce peuple sait beaucoup mieux souffrir en patience que travailler consciemment et honnêtement, je chante de nouveau un hymne à la folie sacrée des braves. Et parmi eux, Vladimir Lénine est le premier et le plus fou.

(Traduit par A. PIERRE.)

Maxime GORKI.



Lettre de Russie, par Jacques Sadoul

Dans notre dernier Bulletin, nous avons publié une lettre de notre cher camarade Jacques Sadoul, laquelle n'avait rien perdu de son intérêt, malgré le délai de dix-huit mois qui s'est écoulé entre l'envoi et la publication. Plus heureux aujourd'hui, nous publions une nouvelle lettre de notre ami, reçue avec six mois de retard seulement.. Cette lettre, écrite après le Congrès de Strasbourg, a conservé intacts sa valeur critique et son intérêt documentaire.

Kharkov, 20 mars 1920.

Chers camarades,

Nous n'avons guère été renseignés jusqu'ici sur le Congrès de Strasbourg que par les radios gouvernementaux et par les résumés de la presse bourgeoise. Malgré l'inintelligence, la perfidie et les lacunes volontaires qui diminuent la valeur de ces informations tendancieuses, nous en savons assez pour féliciter les communistes français des résultats obtenus par eux. Les socialistes de droite, les traitres, sont écrasés. Ils ne comptent plus. Enfouissons ces ex-hommes qui ont péri sans honneur après avoir vécu sans gloire. Les socialistes du centre, les indécis et les opportunistes, les aveugles et les malins, les dupes et les complices de la bourgeoisie, n'ont remporté une victoire apparente qu'en empruntant nos armes. Ils n'ont évité la défaite qu'en brûlant leurs idoles, en voilant cyniquement de phraséologie révolutionnaire leurs hésitations perpétuelles, leurs illusions petites-bourgeoises, leur foi puérile dans l'efficacité souveraine du suffrage universel et du système parlementaire. Leur résolution, équivoque, embrouillée, peureuse, admirable mélange de grands mots révolutionnaires et de mesquines réalités démocratiques, contient en somme la confession embarrassée des fautes commises, l'aveu de la rectitude inattaquable du point de vue communiste. Elle débordait de concessions de forme au bolchevisme. En fait, elle manifeste avec éclat l'impuissance des chefs opportunistes à tirer des événements la conclusion logique et leur volonté profonde d'éviter à tout prix une révolution à qui ces messieurs sont bien obligés pourtant de tirer le chapeau.

Les socialistes de gauche, les communistes, demeurent, en dépit des chiffres, les triompha-

teurs de ces journées. Qu'ils sachent consolider et développer leurs avantages. Qu'ils sachent transformer cette victoire morale en une victoire totale.

Nous sommes évidemment d'accord sur le but à atteindre et nous savons que vous l'atteindrez. La question qui se pose est de savoir par quelle voie vous comptez arriver plus sûrement et plus vite.

L'aisance matérielle relative dont jouissent provisoirement certains travailleurs français coûte à la bourgeoisie, vous le savez mieux que moi, des sacrifices qu'elle ne voudra pas et qu'elle ne pourra pas consentir indéfiniment. A travers les informations incomplètes qui nous parviennent, on pressent que nos classes dirigeantes, malgré leurs fanfaronnades, sont épouvantées par le spectre de la révolution et qu'elles n'ont qu'une pensée : gagner du temps. Elles « dirigent » à la petite semaine, à l'aide d'expédients inavouables et ridicules. Elles espèrent je ne sais quel miracle qui assurerait leur salut. En attendant ce secours du ciel, elles ne font rien parce qu'elles ne peuvent rien faire, parce qu'il n'existe plus sur la terre un seul moyen d'empêcher la faillite du capitalisme. Rien n'est fait et rien de sérieux ne peut être fait par elles : 1° pour remettre en état les régions dévastées par la guerre ; 2° pour faire sortir un ordre stable du chaos économique ; 3° pour retarder la banqueroute. Les appels désespérés que nos capitalistes adressent à leurs frères étrangers ne produiront pas plus d'effet que les cierges qu'ils brûlent devant les saintes images. Wilson et Lloyd George sont impuissants autant que Dieu. Les nations « sœurs », malgré la très sincère envie qu'elles ont de sauver le régime bourgeois en France, sont incapables d'un tel effort parce que, dans une mesure plus ou moins grande, elles sont accablées sous les mêmes maux. Elles sont trop absorbées par le traitement de leurs plaies internes pour soigner les blessures des autres. Pour les bandits et pour les pillards du capitalisme mondial, c'est l'expiation qui commence.

Dans la plupart des pays d'Europe, les matériaux indispensables à la propagation de l'incendie révolutionnaire sont entassés. Les bûchers sont prêts. Nul ne saurait prévoir, toutefois, malgré des apparences plus ou moins favorables, suivant la situation politique et économique de chaque pays, où et quand flambera la première allumette.

Le rappel de ces vérités élémentaires suffit à prouver que le premier devoir des révolutionnaires est, non seulement de se préparer, mais d'être prêts à faire face aux événements. Il serait inadmissible qu'ils soient surpris. Or, le prolétariat français n'est pas prêt, et il risquera d'être surpris, c'est-à-dire écrasé, tant que son avant-garde sera mêlée à des troupes peu sûres, tant qu'elle n'aura pas formé une armée de combat, étroitement unie, centralisée et disciplinée, tant qu'elle n'aura pas adopté un programme clair et une tactique vigoureuse, tant qu'elle n'aura pas choisi des chefs vraiment révolutionnaires, tant qu'elle n'aura pas su, par une propagande méthodique, s'assurer la neutralité, sinon la sympathie, des masses laborieuses.

Pour être victorieux dans la lutte que le développement des faits déclanchera spontanément demain ou dans un an, ou dans deux ans, qui peut être d'autre part artificiellement précipitée par les provocations d'un gouvernement pressé d'en finir tandis qu'il se sait encore quelque force, les communistes doivent donc poursuivre et atteindre au plus tôt cet objectif : la conquête des organisations politiques et économiques prolétariennes.

Dans le domaine politique, les socialistes de gauche vont-ils se résoudre à rompre avec le Parti « unifié » et à transformer leurs groupements communistes parallèles en un Parti communiste autonome ? Persévéreront-ils, au contraire, dans la tactique plus facile mais plus lente du combat à l'intérieur, de l'acquisition progressive de la majorité dans l'ancien Parti ? *C'est, en définitive, je le répète une fois encore, aux camarades de France, et à eux seuls, aux hommes qui sont sur place, en contact direct avec les masses, de choisir leur route.*

Qu'ils me permettent, en tout cas, de leur dire fraternellement ceci : nous sommes accoutumés ici aux polémiques impitoyables contre les chefs réformistes et opportunistes, et, après avoir condamné cette tactique, nous avons dû en reconnaître l'énorme efficacité. Qu'il faille éloigner les prolétaires des traîtres et des timides, plus dangereux que les traîtres, vous le pensez comme moi. Mais c'est à coups de fouet qu'il faut les chasser. Les discussions françaises entre communistes et opportunistes conservent généralement un caractère de courtoisie qui, en opposant simplement des formules à des formules, des mots à des mots, masquent les divergences fondamentales qui vous séparent les uns des autres. Elles comblent l'abîme que vous devez creuser. A lire ces articles diplomatiques où les arguments des uns et des autres sont académiquement développés, les travailleurs, à l'exception des militants très éclairés,

risquent de perdre conscience de l'immensité des différends.

Les renégats doivent être traités en renégats et non pas en camarades, et surtout s'ils demeurent dans le Parti. En les condamnant, en les flétrissant, vous déterminerez les prolétaires, non plus à s'écarter d'eux lentement avec la déférence due à des camarades sincères qui se trompent, mais à les repousser avec dégoût comme des canailles qui trahissent.

Plus de simplicité, de netteté, de brutalité, c'est-à-dire de franchise populaire dans les polémiques de presse et de parti, hâterait la décomposition fatale de l'état-major réformiste et opportuniste dont les soldats accoureraient très vite dans nos rangs.

Si vous continuez la lutte, à l'intérieur du Parti socialiste, cette attitude faciliterait son indispensable épuration. Après même que vous aurez conquis la majorité, que vous l'aurez déterminée à adhérer sans réserve au programme et à la tactique communistes, nul ne supporterait l'idée du maintien dans ce Parti régénéré de vaincus hostiles, boudeurs ou hypocrites. Ni les chefs de la droite, ni certains chefs du centre, ne sont dignes d'être admis dans la 3^e Internationale. Ils le sentent bien eux-mêmes et c'est une des nombreuses raisons pour lesquelles, d'accord avec leurs compères Indépendants anglais et allemands, ils se proposent d'entamer des pourparlers, c'est-à-dire un marché, avec l'Internationale de Moscou dans laquelle ils espèrent ainsi s'introduire par la voie du chantage. Les Communistes peuvent bien faire entrer dans la 3^e Internationale les centristes sincères, ceux qui se sont ralliés non point du bout des lèvres mais du fond du cœur, qui se sont faits une âme nouvelle, qui sont profondément convaincus de la nécessité d'une lutte violente pour la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets. Ils ne songeront pas, j'en suis sûr, à y entraîner les habiles, emplis d'amertume et de fiel, toujours prêts à faire dévier le mouvement ou à trahir, non plus que les faibles qui, tout en se croyant loyaux, manifestent par leur attitude qu'ils ne sont communistes qu'à fleur de peau, qu'ils sont à jamais incapables de comprendre et de se débarrasser tout à fait des préjugés incrustés dans leur cervelle.

C'est seulement au prix de ces amputations que vous constituerez un vrai Parti révolutionnaire. Le futur Parti communiste français ne devra contenir que des communistes fervents. Avant la révolution et pendant la première période révolutionnaire, son rôle sera immense. Il doit être le moteur de la machine révolutionnaire. Il doit mettre en marche, surveiller et diriger tous les rouages. Et sa main doit être une main de fer.

De nombreuses expériences et surtout l'expérience russe ont démontré qu'un tel Parti n'a besoin, ni pour saisir le pouvoir, ni pour amorcer l'organisation socialiste, d'effectifs très considérables. Il a besoin de clarté, de discipline et de cohésion. Il faut qu'il soit un bloc sans fissures, d'une matière très dense et très pure, dont la solidité ne soit compromise par aucun alliage étranger. Si vous restez dans le Parti, le premier effort doit consister à y conquérir la majorité, le second effort à exclure la minorité. Je me rends compte que ce second effort, complémentaire du premier, est assurément le plus pénible, le plus douloureux, celui qui heurte le plus nos habitudes de camaraderie, qui exige le plus de courage et de foi. Quand les communistes français l'auront accompli, ils apporteront à la 3^e Internationale, et par conséquent à la révolution mondiale, une force considérable.

Dans le domaine économique, pour la conquête des syndicats, les renseignements venus de France ne me permettent pas d'apercevoir clairement la position prise par nos camarades. Dans d'autres pays, en Allemagne par exemple, certains communistes accordent une importance exclusive au travail politique, à l'organisation du Parti, et se désintéressent des unions professionnelles. Ils considèrent qu'au lieu de lutter contre le courant opportuniste à l'intérieur des syndicats, il vaut mieux concentrer toutes les forces sur l'action politique proprement dite. D'autres camarades ont tenté de créer de jeunes syndicats rouges en face des vieux syndicats jaunissant. La tentative a échoué. Le boycottage des syndicats allemands par certains communistes a laissé le champ libre aux leaders opportunistes qui, débarrassés de leurs adversaires les plus dangereux, ont maintenu leur influence. La fondation des syndicats rouges s'est heurtée, d'autre part, à bien des obstacles. La division opérée entre les travailleurs les a affaiblis. Je ne crois pas que des résultats positifs puissent être immédiatement atteints dans ce sens. La politique de lutte à l'extérieur ou de scission exige une éducation préalable des masses syndiquées. Elle paraît au moins prématurée.

Les camarades allemands dont je parle ne se rendent pas compte de la différence des fonctions effectivement remplies par le syndicat et par le Parti dans la société bourgeoise. Ils ne voient pas clairement ce que ces deux organismes représentent respectivement aux yeux de la majorité des travailleurs.

Le Parti communiste, organe de lutte politique, voué à la solution des grands problèmes de la vie sociale, visant un but de transformation totale, la destruction de la société capitaliste et la construction du système socialiste,

fait appel à l'intelligence et à l'idéalisme des prolétaires les plus conscients, les seuls auxquels il puisse demander le désintéressement et le dévouement nécessaires. Il n'attire et ne doit attirer à lui qu'une élite, une avant-garde éclairée, ardente, disciplinée et préparée à tous les sacrifices.

Il n'est pas douteux que l'histoire des syndicats français depuis dix ans montre que ces organisations se sont éloignées en fait de l'idéal élevé vers lequel les constructeurs de la théorie syndicaliste voulaient les entraîner. Le syndicat, sous sa forme actuelle, est considéré surtout par la plupart de ses membres comme un organe de lutte immédiate contre le patronat. En fait, il s'oppose beaucoup plus à l'homme capitaliste, à l'exploiteur pris comme individu, qu'à l'ensemble du système capitaliste. Il se borne presque exclusivement à faire aboutir, l'une après l'autre, les revendications légitimes mais égoïstes des travailleurs, à faire apporter à leur sort des améliorations successives. Son action essentielle, l'émancipation totale du prolétariat, est oubliée de plus en plus. Il groupe indistinctement tous les travailleurs sur le terrain professionnel et ne les entraîne généralement qu'à l'action purement professionnelle. Sa pointe révolutionnaire est émoussée. Sous prétexte de neutralité dans les luttes politiques, il est devenu souvent apolitique et réunit des hommes ayant les conceptions sociales les plus contradictoires. La constatation de cette déviation du syndicalisme ne nous dispense pas d'y chercher un remède. Se désintéresser de la propagande dans les milieux syndicaux équivaut à les abandonner à la tutelle des chefs opportunistes, à les enfermer dans un cercle de corporatisme étroit. D'autre part, constituer des unions professionnelles nouvelles ayant une conception plus large et plus haute de la mission des syndicats, c'est perdre au moins beaucoup de temps, car il est bien difficile, par ces efforts externes, d'arracher les masses encore inconscientes, ignorantes et égoïstes, aux puissantes organisations jaunes qui les appâtent et les retiennent par de minces, mais tangibles avantages.

A l'intérieur des vieux syndicats, l'élargissement du programme et la révolutionnarisation de la tactique s'accompliront beaucoup plus aisément. Au lieu de désertir les milieux syndicaux, les communistes doivent les pénétrer, les investir, construire dans chaque syndicat un noyau communiste.

Quelques propagandistes, s'ils sont intelligents et énergiques, s'ils connaissent à fond le programme et montrent quelque sagesse, s'ils sont constamment surveillés et appuyés par le Parti, sauront réveiller la conscience de classe des travailleurs, leur démontrer que les réfor-

mettes arrachées lentement et à grand'peine par les moyens opportunistes sont autant d'atrape-nigauds, qu'elles n'améliorent qu'en apparence les conditions de vie du prolétaire. Celui-ci comprendra vite que l'unique moyen d'arriver à la dignité et au bien-être, c'est le renversement du capital, qui ne peut être effectué que par les méthodes révolutionnaires.

Pour convaincre les travailleurs de l'efficacité de la lutte violente, les communistes leur demanderont d'observer l'attitude de la bourgeoisie, c'est-à-dire de l'ennemi, à l'égard de cette tactique.

C'est la meilleure pierre de touche. La bourgeoisie approuve-t-elle ou supporte-t-elle la tactique prolétarienne, c'est la preuve que cette tactique est favorable à ses intérêts, c'est-à-dire néfaste aux intérêts du prolétariat. La bourgeoisie hurle-t-elle, c'est qu'elle se sent touchée, qu'elle est menacée dans ce qui lui est plus cher que tout, dans sa richesse, source de sa puissance. C'est la preuve que la tactique des travailleurs est la bonne tactique. Les approbations données par la bourgeoisie aux méthodes opportunistes, au révolutionnarisme verbal, devraient suffire à en écarter les travailleurs. Les injures et les menaces prodiguées aux syndicats révolutionnaires devraient y attirer les masses.

La C. G. T., qui fut superbement révolutionnaire il y a moins de quinze ans, transformée par ses chefs traîtres en un instrument docile des volontés bourgeoises, paraît sur le point de redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, un organe de lutte révolutionnaire. L'action des communistes doit précipiter cette résurrection. Les vrais syndicalistes, qui s'étaient détournés avec dégoût du socialisme parlementaire, où ils avaient cru apercevoir la décomposition du socialisme, la faillite définitive de l'action politique prolétarienne, ont déjà compris pour la plupart que le Parti socialiste régénéré, sous sa forme communiste révolutionnaire, est digne de reprendre la direction du mouvement ouvrier. Ils assureront avec nous le réveil du syndicalisme.

C'est ainsi qu'ont agi les bolcheviks, mûris par vingt années de lutte et par deux insurrections.

Avant la révolution du 7 novembre, les menchéviks étaient, comme ils le sont encore en France, les maîtres des syndicats russes. Les Communistes étaient une poignée dans ces vastes organisations. Mais ils n'ont jamais désespéré. Ils n'ont jamais songé à boycotter les syndicats. Grâce à leur action tenace, ils y ont constitué une minorité qui s'est transformée en une majorité écrasante. Aujourd'hui, les syndicats russes, groupant plus de quatre mil-

lions de travailleurs, sont en liaison permanente avec le Parti Communiste qui exerce sur eux, comme sur toutes les organisations soviétiques, une direction salutaire. Or, jamais les syndicats russes n'ont tenu une telle place et n'ont joui d'une aussi grande influence. Leurs chefs sont parmi les chefs du Parti Communiste. Ils participent directement à la direction de l'Etat. Les unions professionnelles jouent un rôle prépondérant, comme il se doit, dans le domaine de la production, et en général dans la vie économique du pays.

Ce que les Communistes russes ont fait, les camarades français le réaliseront plus aisément avec l'appui des militants syndicalistes qui, noyés encore dans la masse, luttent courageusement contre l'opportunisme.

Ils combattent actuellement en ordre dispersé. Ils paraissent manquer jusqu'ici de ce qui manque également à d'autres organisations animées d'un esprit réellement révolutionnaire telles que les *Industrial Workers of the World*, c'est-à-dire d'un programme complet de transformation sociale. Beaucoup d'entre eux sont très près du bolchevisme. Et, d'ailleurs, lequel de ces militants n'aurait pas compris très vite la parenté de la théorie du syndicalisme français et du bolchevisme, puis admis la supériorité, la largeur et l'élévation plus grande de celui-ci, transformé et amélioré grâce à la riche expérience acquise par ses chefs de 1905 à 1907 et de 1917 à 1920. Mais beaucoup hésitent encore à se joindre à nous parce qu'ils nous connaissent insuffisamment.

A l'égard du parlementarisme, ces mêmes communistes Allemands signalés plus haut ont répété la faute qu'ils avaient commise à l'égard des syndicats. L'année dernière, contre l'avis de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, les Spartakistes n'ont pas présenté leurs candidats à l'Assemblée nationale. En sabotant la république parlementaire, ils ont évidemment cru être d'excellents révolutionnaires. L'expérience leur coûte cher en ce moment. Marx et tous les marxistes enseignent que les prolétaires doivent utiliser sans exception toutes les armes, si fragiles qu'elles soient, arrachées aux législateurs bourgeois. Il est aussi insensé de renoncer bénévolement à la représentation parlementaire sous prétexte qu'elle n'est pas absolument efficace, qu'il le serait de renoncer à user des « libertés » de réunion, d'association, de parole, et de presse, sous prétexte qu'elles sont trop étriquées, trop limitées, et trop précaires. Envoyer des députés au Parlement, ce n'est pas admettre le régime parlementaire. C'est au contraire saisir une arme de plus pour lutter contre ce régime et pour l'abattre. L'agitation en période électorale at-

teint une intensité qu'elle ne peut pas connaître en temps normal. L'octroi gratuit des salles publiques, la moindre cherté des affiches et des publications, permettent un effort accru. L'âcreté des polémiques, pendant ces courtes semaines de lutte verbale, autorise les attaques plus vives, plus décisives contre la bourgeoisie. La fièvre qui s'empare alors de toute la nation emplit les réunions de foules immenses et nous donne des facilités exceptionnelles de faire connaître notre programme. Les élections permettent de dénombrer nos amis. Soumis au contrôle sévère du Parti, le député communiste mandataire du peuple jouit d'une autorité, d'une licence de paroles et de gestes, de moyens matériels et moraux d'action qui manquent aux simples militants. Les discours prononcés à la tribune parlementaire et sur lesquels la presse bourgeoise elle-même ne peut pas se taire tout à fait, ont un retentissement auquel ne peut prétendre aucune harangue de meeting. Participant aux travaux publics et secrets du parlement bourgeois et de ses commissions, nos députés peuvent accumuler bien des renseignements qui augmentent la force de nos critiques contre la classe ennemie. User de l'arme parlementaire est donc une obligation pour tout vrai révolutionnaire. Les communistes français l'ont compris, j'en suis sûr, pour la plupart, et ils sauront le faire comprendre aux nouveaux communistes venus à nous des rudes contrées où fleurissaient jadis l'anarchisme et le syndicalisme. Mais j'ai déjà consacré à cette question du parlementarisme et à celle des syndicats deux des lettres que je vous ai adressées. Je n'insisterai pas davantage sur la question paysanne que j'ai traitée longuement dans ma lettre de Pskof, en février 1919, et sur laquelle je suis revenu depuis à diverses reprises, parce qu'elle a une importance capitale pour tous les pays d'Europe et spécialement pour la France (1).

On ne saurait trop y insister. On tente d'effrayer, et on parvient trop bien à effrayer nos paysans en leur contant je ne sais quels mensonges sur l'action anti-paysanne des bolcheviks. Nos camarades ouvriers eux-mêmes, avec les meilleures intentions du monde, ont commis à ce sujet des erreurs déplorables. Ne nous lassons pas de répéter que le bolchevisme ne connaît qu'un adversaire à la campagne : le paysan riche, le bourgeois rural, comme il ne connaît qu'un adversaire à la ville : le commerçant ou le fabricant exploiteur, le bourgeois capitaliste. La révolution prolétarienne russe a donné aux travailleurs des campagnes les

grands domaines des privilégiés. Elle a amélioré non seulement la situation du paysan sans terre mais encore celle du petit propriétaire et même celle du propriétaire moyen qui consent à n'être ni un usurier, ni un spéculateur. La forme collective de l'exploitation du sol est, bien entendu, la forme rationnelle et scientifique de la production agricole. C'est donc vers ce but que doivent tendre les communistes. Mais le Parti communiste et le pouvoir des Soviets n'ont jamais songé à imposer par la violence ce procédé de culture aux populations rurales. Ils aident aussi puissamment que le leur permettent les faibles ressources dont ils disposent actuellement, les paysans qui fondent spontanément des communes de travailleurs agricoles. Un certain nombre des domaines enlevés aux grands propriétaires fonciers sont mis à la disposition de ces entreprises qui, dans les régions où le communisme a été bien compris, se multiplient avec rapidité et avec succès. Ils leur procurent des semences, des engrais, des machines aratoires, des agromomes, etc...

Mais les communistes sont trop réalistes, ils connaissent trop l'amour passionné du paysan pour sa terre, son individualisme, sa méfiance des idées nouvelles, tous ses préjugés introduits et enracinés dans le cœur du rural par des siècles de servage et d'exploitation pour tenter d'opérer artificiellement une transformation soudaine et brutale. En régime soviétique, en France comme en Russie, il n'y aura de communes agricoles que là où les paysans, éclairés sur les avantages de la culture collective par la constatation des résultats obtenus dans les communes volontairement établies à proximité de leurs champs, demanderont eux-mêmes à fonder des communes du même genre. Tant qu'ils voudront, au contraire, conserver les formes individuelles et familiales de possession et de culture, les ruraux verront s'incliner devant eux la volonté du gouvernement des ouvriers et des paysans, leur gouvernement.

La révolution n'enlèvera au petit et au moyen paysan ni sa chaumière, ni ses meubles, ni son bas de laine. Elle lui enlèvera uniquement la dette hypothécaire et l'impôt qui l'écrasent dans le régime républicain bourgeois. Elle le soustraira à l'asservissement de la caserne par la suppression des armées permanentes et par la constitution des milices.

L'exemple de la Révolution russe montre tout ce que peut attendre le paysan, dès après le renversement du capitalisme, de l'Etat prolétarien : distribution de machines agricoles aux paysans pauvres et moyens, constitution d'ate-

(1) Toutes ces lettres auxquelles Sadoul fait allusion ne nous sont jamais parvenues, malheureusement. — N. D. L. R.

liers pour la réparation à bon marché de ces machines, fourniture presque gratuite de semences sélectionnées et d'engrais, amélioration des races de bétail, établissement dans chaque canton d'une école d'agriculture.

Depuis deux ans, le Parti communiste n'a pas cessé de lutter pour mettre fin à l'opposition systématiquement entretenue par la bourgeoisie contre les ouvriers des villes et les paysans. En Ukraine, le travail commencé l'année dernière doit être repris à pied d'œuvre après l'action démoralisatrice exercée par Denikine, qui n'a pas cessé de faire appel aux plus bas instincts, aux préjugés les plus stupides, des masses paysannes ignorantes pour diminuer l'influence de la classe ouvrière. En Russie soviétique, la collaboration de plus en plus étroite des ouvriers et des paysans a amené ces derniers à une compréhension juste de leurs intérêts ; dès maintenant, la presque totalité des petits propriétaires et la majorité des propriétaires moyens est acquise au régime des Soviets. Vous n'ignorez pas que l'ouvrier Sverdlov, président du Comité central exécutif des Soviets de Russie, a été remplacé à sa mort à ce poste, qui correspond à la présidence de la République en France, par le camarade Kalinine, propriétaire rural appartenant à la classe paysanne moyenne.

Quoi qu'en disent nos adversaires, nous n'espérons pas transformer le vieux monde bourgeois en une fraternelle société communiste à coups de décrets et par miracle. Nous savons fort bien que malgré la supériorité indiscutable de la culture en commun sur la culture familiale, ce dernier procédé d'exploitation restera encore en honneur chez les paysans pendant des années et des dizaines d'années. Nous attendrons que l'expérience et l'éducation aient amené la classe rurale à plus de sagesse. Nous saurons attendre parce que nous sommes obligés d'attendre et parce que nous pouvons attendre, parce qu'il serait fou et criminel d'opposer violemment la classe ouvrière des villes à la classe ouvrière des campagnes, dont les intérêts ne sont pas contradictoires mais complémentaires, parce qu'on ne peut pas espérer imposer par la force de nouvelles formes de vie économiques et morales, parce que le régime socialiste peut être organisé sur la seule socialisation des moyens capitalistes de production et d'échange et qu'ainsi la petite production paysanne peut être maintenue sans que soit compromise la construction de l'ordre nouveau.

Votre très cordialement dévoué,

Jacques SADOUL

Comité de la 3^e Internationale

Pour l'adhésion à

L'INTERNATIONALE

COMMUNISTE

Vendredi 17 septembre, à 20 h. 30

SALLE WAGRAM

Grand Meeting

sous la présidence d'honneur des camarades

Loriot, Monatte et Souvarine

Secrétaires du Comité

avec le concours assuré des camarades

Marcel Cachin, Frossard, Noël

Garnier, Georges Pioch, Jean

Ribaut, P. Vaillant-Couturier,

Ch. Rappoport

ENTRÉE : UN FRANC

Réunion Plénière

En raison du meeting, la réunion plénière qui devait avoir lieu le vendredi 17 est reportée à une date ultérieure.

Un Tract

Nos camarades sont informés que des exemplaires de notre tract : *Pourquoi il faut adhérer à l'Internationale Communiste* sont à leur disposition : à la Maison Commune, 49, rue de Bretagne ; à l'A.R.A.C., 12, rue Feydeau ; à la *Vie Ouvrière*, 96, quai de Jemmapes.

A NOS LECTEURS

Un grand nombre de camarades nous demandent de leur faire parvenir la collection complète du *Bulletin Communiste*. Nous avons le regret de les informer que nos numéros doubles 23-24 et 26-27, contenant les thèses de Moscou, sont entièrement épuisés.

La Vie Ouvrière

Parait tous les vendredis

Hebdomadaire

En vente partout : 20 centimes



LITTÉRATURE ==
== COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

BOUKHARINE. — <i>Le Programme des Communistes</i>	1 25
ANTONIO COEN. — <i>La Vérité sur l'Affaire Sadoul</i>	0 50
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> ..	0 25
LENINE. — <i>Les Problèmes du Pouvoir des Soviets</i>	0 50
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> ..	0 50
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i> ..	4 »
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Constitution de la République des Soviets</i>	0 30
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc</i>	1 25

N'ATTENDEZ PAS...

...Un jour de plus pour vous abonner au *BULLETIN COMMUNISTE*, dont la collection forme un recueil unique d'articles et de documents sur le mouvement prolétarien international.

Tout militant sérieux doit lire et étudier les études serrées et approfondies des grands leaders de la révolution russe, artisans de la société communiste, publiées dans le *BULLETIN COMMUNISTE*.

Tout lecteur, tout abonné du *BULLETIN COMMUNISTE* doit avoir à cœur de nous trouver un nouveau lecteur, un nouvel abonné.

La Revue Communiste

12, rue Grange-Batelière

Directeur : CH. RAPPOPORT

Paraît tous les mois

Le numéro : 3 francs

Vient de paraître :

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent 37 50

Jean Brécot

La Grande Grève de Mai 1920

(Préface de Pierre Lemont)

Une forte brochure, indispensable à ceux qui suivent attentivement le mouvement ouvrier. Historique réfutant sans réplique les calomnies répandues contre les « extrémistes » par les dirigeants félons de la C.G.T. Prix : 1 franc.

Kertjenzev

Les Alliés et la Russie

Précieuse contribution à l'histoire contemporaine, ce livre contient l'exposé véridique des relations entre la Russie et les Alliés, depuis l'ambiance franco-russe jusqu'à la guerre impérialiste menée par la France capitaliste et ses complices contre la révolution prolétarienne russe. Les historiens bourgeois seraient fort embarrassés de répondre à ce livre, véritable réquisitoire contre l'impérialisme.

Un volume in-16. Prix..... 3 francs

Envoi franco contre le montant adressé à René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

FRANCE

50 numéros.....	25 francs
20 numéros.....	10 francs
10 numéros.....	5 francs

ETRANGER

50 numéros.....	30 francs
20 numéros.....	12 francs
10 numéros.....	6 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

123, rue Montmartre — PARIS

" Bulletin Communiste "

- - Organe du Comité de la 3^e Internationale - -
Paraissant tous les Jeudis, 16 pages, 50 centimes

Tous les Militants sérieux

lisent chaque semaine le *Bulletin Communiste*, qui publie des articles critiques, historiques, documentaires, sur le mouvement ouvrier international;

Les Chefs de la Révolution Russe

collaborent au *Bulletin Communiste*, ainsi que tous les leaders communistes de tous les pays;

Tous les Documents

que doivent connaître les militants se trouvent dans le *Bulletin Communiste*, dont la collection forme un recueil unique de matériaux pour la propagande;

Les Collaborateurs Français

du *Bulletin Communiste* sont : Henri Guilbeaux, Raymond Lefebvre, F. Loriot, Jacques Mesnil, Pierre Monatte, Pierre Pascal, Ch. Rappoport, R. Reynaud, Jacques Sadoul, Boris Souvarine, P. Vaillant-Couturier;

Envoi gratuit

d'un numéro spécimen, sur demande adressée à l'Administrateur, René Reynaud, 123, rue Montmartre, Paris (2^e).

NOTRE SOUSCRIPTION

Pour paraître prochainement

24^e LISTE

Chéron, Périgeux, 10 fr. — R. S., 5 fr. — Liste de souscription n° 142, 20 fr. — Liste de souscription n° 143, 31 fr. 15. — Blivet, 2 fr. 50. — Un cheminot minoritaire, 3 fr. — Une camarade, 9^e section, 20 fr. — Roger R., 5 fr. — Deux amis du *Bulletin*, 5 fr. — Liste de souscription n° 104, 28 fr. 10. — Citoyenne Jumeau, 1 fr. — Un abonné de *Clarté*, 5 fr. — Pour la 3^e Internationale, 1 fr. — Liste de souscription n° 35, 41 fr. 30. — Cabel, Nevers, 3 fr. — Dubreuil, 20 fr. — Anonyme, 10 fr. — Liste de souscription n° 86, 33 fr. — Citoyen et citoyenne A. O., 10 fr. — Pour que le *Bulletin* prospère, 5 fr. — Listes de souscription n° 180 et 181, versé par Perrin, 90 fr. 70. — Lucien L..., Toulouse, 4 fr. — En achetant des brochures, 1 fr. 50. — Maxime Salluron, Oyonnax, 3 fr. 50. — Mme et M. Rollo, 15 fr. — Auger, Alger (2^e versement), 20 fr. — Pour le dégonflement du complot, 2 fr.

Total de la 24^e liste..... 395 75
Total des listes précédentes..... 5.886 60

Total général..... 6.282 35

L'Avant-Garde

OUVRIÈRE & COMMUNISTE

Organe officiel du Comité de l'Internationale
Communiste des Jeunes

Bi-mensuel : 4 pages, 20 centimes



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Le Gérant : R. APERCE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
Georges Dangon, imprimeur
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)